GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS,
N° 11.
Les lettres et paquets doivent être affranchis.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE
18 fr. pour trois mois ;
36 fr. pour six mois ;
72 fr. pour l'année.

AVIS.

Un tirage extraordinaire des numéros de la *Gazette des Tribunaux* d'hier et d'aujourd'hui a eu lieu pour les personnes qui les feraient demander à notre bureau.

COUR DES PAIRS.

AFFAIRE FIESCHI. — RAPPORT DE M. DE PORTALIS. (Voir la *Gazette des Tribunaux* et son supplément d'hier.)

Nous terminons aujourd'hui la publication du rapport fait à la Cour des pairs par M. le comte de Portalis sur l'instruction relative à l'attentat du 28 juillet 1835, et nous répétons à nos lecteurs que le travail d'abréviation auquel nous nous sommes livrés, n'en tranche rien d'important et ne peut qu'en rendre la lecture plus facile et plus intéressante.

Suite DES RÉVÉLATIONS DE FIESCHI APRÈS SON ENTREVUE AVEC M. BOUVIER.

Sept ou huit jours avant le 28 juillet, lorsque le marché des canons de fusil était déjà conclu, Pepin, Morey et Fieschi se donnèrent rendez-vous au boulevard de la Salpêtrière, près du corps-de-garde de la poudrière, sur le chemin qui conduit à la Garre, derrière l'hôpital général. Fieschi arriva le premier, fut rencontré en ce lieu par un nommé Caillet, caporal de la 3^e compagnie des sous-officiers sédentaires, dans laquelle avait servi Fieschi, et par un autre homme qui avait soin de ses effets lorsqu'ils étaient camarades; ces militaires le reconnurent, et il les accompagna jusques dans un jardin où ils allaient acheter de la salade. Morey joignit Fieschi; ils allèrent au devant de Pepin, qu'ils rencontrèrent sur la place de la Salpêtrière; ils prirent alors la rue Poliveau, sortirent par le moulin de la Papeterie, et allèrent s'asseoir tous les trois auprès des arcades du pont d'Austerlitz, en amont. Là, tout ce qui concernait l'achat des canons de fusil fut combiné. Le lendemain Pepin remit l'argent à Fieschi; c'est la dernière fois qu'il a vu Pepin.

Depuis, Fieschi a dit que l'argent lui avait été donné par Morey auquel Pepin l'avait remis.

Morey était venu sept ou huit fois voir Fieschi depuis qu'il habitait le boulevard du Temple; il a vu la machine toute montée, avant que les canons de fusil fussent posés; ce fut lui qui apporta les balles, les chevrotines et la poudre.

Fieschi avait dit, peu de jours auparavant, qu'il avait fait fondre lui-même les balles; et on a trouvé dans les fusils des lingots de plomb qui n'étaient point réduits en balles.

Le matin du 28 juillet, dans l'agitation où se trouvait Fieschi, il alla donner audience à ses réflexions, sur le bord du canal; en rentrant chez lui, il rencontra Morey, rue des Fossés-du-Temple, et lui demanda ce qu'il faisait là; Morey lui dit qu'il venait voir ce qui se passait; c'est alors qu'il se donna rendez-vous, pour l'après-midi, à la barrière de Montreuil.

Il résultait d'une déclaration qui fait partie de la procédure que, la veille ou l'avant-veille de l'attentat, un homme ou deux, montés sur des chevaux, devaient passer devant la fenêtre de Fieschi, sur le boulevard du Temple, pour qu'il pût établir la mire de sa machine. M. le président interrogea Fieschi sur cette circonstance; il la nia, et il répondit que les hommes à cheval, qui passaient tous les jours sur le boulevard, lui suffisaient pour prendre ses hauteurs. Vous vous convaincrez plus tard qu'au moment même où il venait de dérouler une si grande masse de circonstances nouvelles, il en tenait quelques-unes encore en réserve, dont il ne s'est décidé qu'ultérieurement à révéler ou à reconnaître l'existence. C'est ainsi qu'il persistait à soutenir que Boireau n'avait, en aucune manière, concouru à la confection de sa machine, qu'il ne lui avait point confié son projet, et qu'il lui avait seulement dit, le 27, qu'il y aurait quelque chose le lendemain.

INQUIÉTUDES DE FIESCHI.

Les déclarations explicites que venait de faire Fieschi le préoccupèrent. Le 14 septembre au matin il témoigna de la défiance pour les aliments qui lui étaient présentés, et de l'inquiétude sur la manière dont ils lui étaient apportés et servis. M. le président crut devoir l'interroger sur la cause de cette inquiétude et de cette défiance. Sa réponse est trop remarquable pour n'être pas textuellement rapportée: « Le gouvernement met six hommes pour me garder pour sa sûreté; moi, je suis décidé à boire le calice jusqu'à la lie: je préfère mourir d'une condamnation qui m'est due par la loi, qu'un autre puisse donner de l'argent par une intrigue pour me faire empoisonner dans la prison; pour donner preuve de mon caractère, qui est toujours le même, et pour faire voir à la face de la France et de l'Europe entière tout ce dont les journaux de l'opposition m'ont accusé moi et un autre, j'ai donc prié M. le directeur, qui a très bien accueilli ma demande, de veiller, même pour sa sûreté personnelle, de faire faire un panier avec un cadenas, et de me faire toujours apporter mes vivres dans ce panier par la même personne. » M. le président lui ayant demandé quelle raison il avait pour concevoir de pareilles craintes, il répondit qu'étant obligé de charger Pepin et Morey autant qu'il le faisait, il pouvait craindre des vengeances; que Morey n'avait sans doute pas assez de moyens pour être redoutable, mais que Pepin pouvait faire des sacrifices d'argent, et qu'il avait d'ailleurs des amis qui seraient capables d'en faire pour lui; car il avait appris de Pepin lui-même que, lorsqu'il fut traduit devant un Conseil de guerre par suite de la rébellion des 5 et 6 juin 1832, un de ses amis, banquier de province et extrêmement riche, disait alors « qu'il sauverait Pepin à tout prix, dût-il en coûter 2 ou 300,000 francs. »

Après s'être procuré ces garanties pour sa sûreté personnelle, Fieschi continua le cours de ses révélations.

ACHAT DU CHASSIS DE LA MACHINE INFERNALE.

On avait remarqué, dès le commencement de l'instruction, sur l'un des chevrons qui servaient de montants à la machine infernale, ces mots écrits au crayon noir et à demi effacés: *Rue de Mont... n° 41*. On voulut suivre ce premier renseignement pour découvrir, s'il était possible, le lieu où les chevrons avaient été achetés, et trouver ainsi une nouvelle trace de l'auteur ou des auteurs de l'attentat. Des perquisitions furent faites chez tous les menuisiers, charpentiers, marchands de bois qui demeuraient dans les rues de Montmorency, Montorgueil, Montmartre, Montaigne, Montholon, Montpensier, et généralement dans toutes les rues dont le nom commence par ces quatre lettres.

Enfin, on trouva, rue de Montreuil, n° 41, un menuisier nommé Josseland, qui se souvint très bien d'avoir confectionné, dans le courant d'avril, un châssis pour un individu qui disait se nommer Girard et exercer la profession de mécanicien; cet homme avait refusé de faire connaître à quel usage il destinait ce châssis; le menuisier crut que c'était une espèce de métier. Il était monté sur quatre pieds ou chevrons

de trois pieds six à huit pouces, ils étaient liés par un bâtis composé de six traverses et d'une barre en forme de T. La traverse de devant était mouvante, et les deux pieds de derrière à coulisses. Le menuisier demandait 6 fr. pour la façon; Girard n'en voulut donner que 5; et 10 sous, au lieu de 20 pour la barre du T.

Girard transporta chez lui ces pièces de bois démontées, en différentes fois, ou plutôt il emporta lui-même trois morceaux de bois, et envoya chercher le reste par un commissionnaire. Il dit au menuisier que les chevrons lui avaient coûté 13 fr. 10 sous. Fieschi a dit en effet que c'était le prix qu'il en avait donné, et son carnet contient une note qui est à peu près conforme à cette donnée. La première fois qu'il était venu chez Josseland, il avait écrit avec de la pierre noire, l'adresse du menuisier sur une des pièces de bois. Josseland a reconnu Fieschi et sa machine. Il a fait observer que les pieds avaient dû être sciés depuis qu'il les avait façonnés, parce qu'ils étaient plus hauts quand ils étaient sortis de sa boutique. Il a ajouté que ce n'était pas chez lui qu'avait été travaillée la traverse qui supportait les culasses des canons de fusil.

Le sieur Dubranle a déclaré que Fieschi était venu dans sa boutique, le 22 ou le 23 juillet, pour y acheter un morceau de membrure long de trois pieds et demi à quatre pieds. Il apporta en même temps deux montans ou chevrons de bois de trois pieds environ de hauteur, et de trois pouces carrés d'épaisseur. On avait pratiqué deux mortaises dans la traverse de ces chevrons. Fieschi désirait qu'on en substituât deux autres à celles-là, et il avait marqué au crayon les places où il voulait que les mortaises fussent faites. Il est venu le lendemain prendre la membrure et les chevrons; la membrure était rabotée des quatre faces, les mortaises étaient faites; il a payé 2 fr. pour le tout. Il a dit qu'il voulait s'en servir pour monter un dévidoir. Le samedi 25 juillet, à sept heures du soir, il est revenu avec la membrure; il y avait fait une entaille qui avait fait éclater le bois. Il demanda qu'il fût fait, sur la face opposée à celle qui était ainsi ébréchée, vingt-cinq entailles conformes au modèle dont il donna le dessin au crayon sur un morceau de papier. Il avait besoin de sa pièce de bois pour le lendemain dimanche 26, à dix heures du matin; il ne put l'avoir qu'à une heure et demie de l'après-midi. Il paya cet ouvrage 3 francs; on lui en avait demandé quatre. Le menuisier Dubranle a reconnu dans la machine la membrure qu'il avait fournie, avec son entaille accompagnée d'un éclat, sur le côté opposé aux vingt-cinq créneaux, et les fausses mortaises qui y avaient été originairement pratiquées. Fieschi, en s'en allant, demanda l'adresse d'un serrurier. Il alla en effet commander la ferrure de sa machine chez le sieur Pierre, entrepreneur de serrurerie.

Il résulte des renseignements recueillis que la menuiserie de la machine a coûté à Fieschi 24 fr., savoir: 13 fr. 50 c. pour prix d'achat de chevrons en bois de chêne, 5 fr. pour la façon de ces mêmes chevrons, 50 c. pour le T, 2 fr. pour prix d'achat et façon de la membrure en bois de hêtre, 3 francs pour le crénelage de la membrure.

NOUVELLES RÉVÉLATIONS DE FIESCHI. — APUREMENT DE COMPTE.

Fieschi a déclaré qu'outre la somme qui représentait le prix des canons de fusil, Pepin, depuis le mois de mars, pouvait lui avoir donné, en différentes fois, 40 fr. pour ses dépenses personnelles, et lui avoir fourni à crédit pour environ 20 fr. de marchandises. Aux approches du jour où devait se consumer l'attentat, Pepin, Morey et Fieschi voulurent régler leurs comptes; car il paraît que Morey, quoiqu'il ne fût pas riche et que ses affaires fussent embarrassées, devait supporter une moitié de la dépense. Ils entrèrent dans des détails minutieux, et Fieschi en a conservé à ce qu'il paraît un souvenir bien exact. Morey fit observer qu'il avait déjà remis 20 francs à Fieschi, soit pour l'achat de la malle, soit pour les arrhes des canons de fusil; que de plus il avait fourni à Pepin un harnais, ou un autre objet de sellerie ou de bourrellerie, du prix de 25 fr., et enfin, qu'il avait avancé 10 à 12 fr. à Fieschi pour diverses dépenses; il demanda qu'on lui imputât ces sommes sur ce qu'il resterait devoir. Cette espèce d'apurement de compte eut lieu, dans la conférence que nous avons signalée comme s'étant tenue entre Morey, Pepin et Fieschi, près des arches du pont d'Austerlitz, le 15 juillet, à huit heures du soir.

Pepin savait compter; et même, si l'on en croit Fieschi, Boireau lui reprochait de n'être pas généreux, et de ne savoir offrir dans l'occasion ni un verre de vin ni une pièce de cent sous; aussi quelques jours après voulut-il contrôler le compte de Morey; il lut à Fieschi le montant des diverses sommes que Morey prétendait avoir payées à Fieschi, pour s'assurer si celui-ci les avait réellement reçues.

Pepin avait proposé à Fieschi de comprendre la somme de 20 fr., qui représentait les fournitures à crédit faites à ce dernier par le magasin de l'épicerie, dans la somme totale des frais de l'entreprise. Fieschi prétend qu'il s'y refusa et qu'il remit à se libérer de cette somme lorsque Janot serait de retour et lui aurait remboursé ce qu'il lui devait. La note de ces comptes devait se trouver, suivant Fieschi, dans un livre de commerce tenu par la dame Pepin, où elle écrivait les crédits qu'elle faisait à diverses personnes: ce livre était couvert de papier bleu gommé

COINCIDENCE DE LA DÉCLARATION DE FIESCHI AVEC SON CARNET ET LES LIVRES DE PEPIN.

Il y avait là une circonstance matérielle dont la vérification semblait facile, néanmoins elle a été pénible et longue. Nous devons vous en épargner le détail. Les livres de commerce de Pepin ont été saisis, notamment cette espèce de livre-journal ou de main-courante, couvert en papier bleu gommé qu'avait signalé Fieschi; ils ont été reconnus et paraphés *in varié* par les sieur et dame Pepin. Celle-ci les tenait habituellement; Pepin y écrivait quelquefois, pour les ventes en gros et même pour le détail, quand sa femme était absente.

On y a trouvé l'indication de diverses livraisons de comestibles ou d'eau-de-vie faites à crédit, comme l'avait dit Fieschi, au peintre et même au barbouilleur. Cette vérification a eu lieu en présence de Pepin et de Fieschi. Ce dernier a énuméré dans le plus grand détail toutes les sommes qu'il assure avoir reçues de Pepin, soit directement, soit par l'entremise de Morey, y compris les 15 fr. que Pepin lui aurait remis, dans le chantier même où l'achat avait eu lieu, pour solder le prix des pièces de bois qui devaient servir à la construction de la machine. Pepin a continué à tout nier; il a répété qu'il n'avait jamais remis à Fieschi aucune somme de 100 fr., de 150 fr. ou au-dessus. Fieschi a affirmé de nouveau qu'on devait trouver sur un livre, celui sur lequel sont inscrits les crédits faits à tout le monde, au haut et au milieu d'une page, un article conçu à peu près comme il suit: « donné à M. Bécher 150 francs 50 centimes, ou 118 f. 50 c.; et que Pepin avait écrit cela en sa présence. »

Alors M. le président a représenté à Pepin la dernière feuille d'une des mains-courantes tenues par sa femme et sur laquelle on lit distinctement, au haut et au milieu d'une page, deux lignes de la main de Pepin, réunies par une accolade, derrière laquelle sont totalisées les deux sommes exprimées dans ces deux lignes. Quoique le tout soit couvert d'une large rature, la transparence de la dernière encre et la noirceur de la première laissent très-bien lire:

Plus, pour bois, loyer, 68 fr. 50 c.
M. Bécher, . . . 150 fr. 00 } ensemble 218 fr. 50 c.

Pepin a déclaré que cette écriture ressemblait assez à la sienne, mais qu'il ne pouvait affirmer que ce fût la sienne. L'identité d'écriture ressort cependant de la comparaison facile à faire de divers autres articles, écrits incontestablement de la main de Pepin, dans le même livre ou main-courante, et notamment de ceux qui concernent un meunier de Lagny, M. Collet, avec lequel Pepin faisait fréquemment des affaires. Un rapport de l'expert Oudard a d'ailleurs constaté que ces lignes sont de la main de Pepin. Pepin a prétendu que, dans tous les cas, il n'était pas vrai que ces sommes eussent été données à Fieschi pour un usage comme cela. Il s'est réservé de dire plus tard et quand il s'en souviendrait, pour quel objet ce compte avait été fait. Il ne faut pas perdre de vue que cette somme de 218 fr. 50 c. se trouve portée jusqu'à trois fois sur le carnet de Fieschi; celui-ci a déclaré que les 150 fr. s'appliquaient à l'achat de son mobilier et au paiement du premier demi-terme de son loyer, et les 68 fr. au paiement du second demi-terme, à l'achat des pièces de bois et à l'achat de la façon de ce bois.

EXPÉRIENCE SUR UN SIMULACRE DE MACHINE INFERNALE PAR FIESCHI, MOREY ET PEPIN.

Entre le 15 et le 20 juillet, Pepin, Morey et Fieschi allèrent, si l'on en croit ce dernier, déjeuner ensemble hors la barrière de Montreuil, chez un restaurateur nommé Bertrand, dont Fieschi fréquentait l'établissement pendant qu'il travaillait à la manufacture de papiers peints de Lesage. La femme de ce restaurateur et une servante font ordinairement le service de la maison: il paraît cependant qu'il prend un garçon les jours de fêtes, pour leur servir d'auxiliaire, ainsi que nous le verrons plus tard. Pepin, Morey et Fieschi demandèrent une bouteille de vin blanc; on leur apporta du vin rouge; ils firent réparer cette méprise, et dînèrent avec du pain et du fromage. Telles sont les enseignes données par Fieschi pour que l'on pût vérifier l'exactitude de son récit, voici maintenant la circonstance importante.

Il paraît que Fieschi et ceux qu'il désigne comme ses complices n'étaient pas d'accord sur la manière dont il fallait mettre le feu à la machine infernale. Fieschi soutenait qu'il fallait l'allumer par le milieu, et pour prouver sa thèse, il demanda qu'on fit une expérience; c'était la le but de la réunion de ce jour. Ils allèrent dans les vignes du côté du cimetière du Père-Lachaise. Fieschi mesura sur le terrain une ligne de 33 pouces, c'était la longueur présumée de la machine; il fit une traînée de poudre sur cette ligne. Pepin avait apporté un briquet phosphorique, il alluma une allumette et se mit en devoir de mettre le feu; mais il se tenait à une telle distance, en tendant le bras et allongeant le corps, qu'il était impossible qu'il atteignît la traînée; alors Fieschi lui arracha l'allumette et l'appliqua au milieu de la traînée de poudre, qui s'enflamma tout à la fois: dès-lors, ils furent tous persuadés que la chose réussirait comme ils pouvaient le désirer.

Il y avait peu d'apparence que Morey et Pepin avouassent qu'ils avaient pris part à une expérience de cette nature; ils l'ont nié et sont montrés indignés d'une telle imputation. Mais on pouvait vérifier si la réunion avait eu lieu, et cette circonstance constatait pouvoir ajouter quelque poids à la déclaration de Fieschi. Fieschi a reconnu le restaurateur Bertrand, celui-ci ne l'a point reconnu. La dame Bertrand et sa servante ont reconnu Fieschi pour l'avoir vu plusieurs fois, durant le cours de l'année, venir prendre son repas du matin dans leur guinguette. Toutes deux ont reconnu Morey, mais sans pouvoir affirmer qu'elles l'avaient vu. Ni Bertrand, ni sa femme, ni sa servante, n'ont gardé le souvenir du déjeuner dont parle Fieschi, malgré les circonstances qu'il a révélées.

PROPOS DE MOREY ET FAITS RELATIFS A CET ACCUSÉ.

Lorsque Fieschi communiqua pour la première fois, à Morey, le plan de la machine infernale, il assure qu'il n'avait point encore l'attentat en vue; il voulait seulement faire connaître son génie inventif, et il avait imaginé un engin garni de 90 fusils et d'une pièce de quatre, qui devait, pour la défense d'une place, suppléer, selon ses idées, à l'insuffisance de la garnison. Il dit à Morey, en lui présentant son plan: *Voilà qui vous aurait été bon dans les barricades.* — F... dit Morey, ce serait meilleur pour Louis-Philippe. Ce mot, toujours d'après Fieschi, devint comme le germe de l'attentat.

Au rapport de celui-ci, Morey disait que, s'il avait 100,000 fr. il achèterait une maison près de la Chambre des députés, ferait creuser un souterrain au moyen duquel il minerait la salle, et la ferait sauter. Le Roi y étant. Il disait encore que, s'il trouvait le Roi au bout de son fusil, il ne le manquera pas. Morey, après que la résolution de l'attentat eut été arrêtée, dit un jour à Fieschi, qu'à défaut de lui, s'il était malade ou pris par la police qui le poursuivait, il le remplacerait et ferait l'affaire.

Fieschi a fini par avouer qu'il n'avait pas dit la vérité quand il avait nié que Morey fût venu plusieurs fois le voir au boulevard du Temple, n° 50; il a même dit, d'une manière très significative: « Quand il venait, il ne souhaitait pas le bonjour au portier. »

Morey avait fourni la poudre le jour où se fit l'expérience de la traînée de poudre; c'est lui, a répété Fieschi, qui a apporté, le dimanche 26 juillet, les balles, les chevrotines, le plomb et la poudre pour charger la machine. Fieschi y ajouta deux petites vis.

Il a affirmé de nouveau que c'était à Pepin et à Morey qu'il avait engagé sa parole, et que c'était la crainte de paraître à leurs yeux manquant à l'honneur qu'il avait retenu lorsqu'il avait été tenté de renoncer à son crime.

PRÉSENTATION DE FIESCHI A PEPIN.

Le dessin de la machine fut montré à Pepin par Morey, pour lui donner une idée de la capacité de Fieschi. Pepin voulut alors voir Fieschi; et Morey le lui ayant présenté comme un condamné politique, Pepin le reçut en lui disant: *Moi aussi je suis patriote*; il lui demanda un modèle en bois de la machine dont Morey lui avait fait voir le dessin. Fieschi fit ce modèle chez un menuisier qui est portier de la maison n° 20, dans la petite rue de Reuilly. C'est là que demeure Renaudin, neveu par alliance de Morey; et chez lequel Fieschi avait aussi trouvé quelquefois un asile durant la nuit.

DÉCLARATION DE FIESCHI SUR LES SOCIÉTÉS SECRÈTES.

Morey parlait souvent à Fieschi des associations politiques dont il faisait partie. Pepin se vantait de connaître plus de quarante sociétés secrètes. Dans l'opinion de Fieschi, ceux qui faisaient partie de ces sociétés, et notamment la société des Droits de l'Homme, avaient été sûrement avertis par Pepin et Morey de ce qui devait arriver. Pepin devait avoir révélé à Cavaignac, avant l'évasion de Ste-Pélagie, le projet de l'attentat. Ce dernier, toujours suivant la supposition de Fieschi, en avait sûrement parlé à Guinand, et ces deux individus avaient fort bien pu informer les autres. Ils se seraient servis de journaux du parti pour la publication des proclamations nécessaires après l'événement. Celle de ces feuilles sur laquelle Pepin devait le plus compter était celle du sieur Raspail, avec lequel il était intimement lié. A l'aide de tous ces moyens, leur projet était certainement d'établir un gouvernement provisoire. Fieschi pensait que tout cela n'aurait pas lieu sans coup férir; il était décidé à se battre aussi long-temps qu'il le faudrait, soit contre l'étranger,

fait contre tous ceux qui opposeraient de la résistance. Il voulait se mettre à la tête d'une centaine d'hommes pour tirer parti de ses connaissances en tactique, sans aspirer à une haute-paie, car si on lui avait offert de l'argent, il l'aurait refusé; c'était uniquement pour le succès de la chose qu'il voulait combattre.

Fieschi a entremis cette déclaration de quelques excursions dans le passé. Pepin lui avait confié qu'il s'était armé pour prendre part à l'attentat commis à Paris en avril 1834, et que si l'affaire avait réussi, on aurait formé sur-le-champ une municipalité dont Guinard aurait été le chef, en qualité de maire, et dont Pepin devait faire partie. Pepin a nié ces prétendues confidences; il a déclaré qu'il n'avait ni les moyens, ni l'intention de jouer un rôle politique.

Cependant Fieschi persistait à soutenir qu'il avait chargé seul les canons de fusil de la machine, et en ce point, il démentait la déclaration de Nina. Il persistait à soutenir que Boireau ne lui avait point fourni le foret au moyen duquel il avait percé ceux des canons de fusil qui n'avaient point de lumières, et il apportait à l'appui de ses dénégations un argument plein de force : « Après tout ce que j'ai déclaré, disait-il, il est évident que je suis autant compromis auprès des partis ennemis du gouvernement, pour avoir fait connaître deux personnes, que si j'en faisais connaître cinq cents; par conséquent, quand je dis que Boireau ne m'a pas prêté de foret, et que j'ai acheté celui dont je me suis servi, je dois être cru. » Après un raisonnement aussi péremptoire, on aurait été fondé à présumer que c'était là son dernier mot; néanmoins, la suite vous fera voir que ses prolixes révélations contenaient encore des réticences.

INDUCTION SUR LE CARACTÈRE POLITIQUE DE L'ATTENTAT.

Il serait inutile et trop long de discuter d'une manière approfondie la déclaration que nous venons de résumer; nous nous contenterons de remarquer que, dans une de ses plus importantes parties, elle est purement hypothétique ou conjecturale. Or, les conjectures qui peuvent souvent et à juste titre servir de base aux conclusions purement logiques de l'historien, sont insuffisantes pour motiver une décision judiciaire si elles ne sont accompagnées de présomptions graves, précises et concordantes. D'ailleurs, ces conjectures se rapportent à des hommes absents du procès.

Cependant, il en est une qui se trouve corroborée par quelques dépositions, lesquelles établissent que, le 28 juillet, sur le boulevard du Temple, après la détonation de la machine infernale, plusieurs hommes armés se trouvaient réunis. Les uns, pour se dérober aux recherches de la police, se sont jetés dans les boutiques; d'autres ont précipitamment changé de vêtements, ou quitté les blouses ou les pantalons de toile qui recouvraient leurs habits. Dans la rue Meslay, plusieurs d'entre eux voulaient déceler une voiture pour commencer une barricade. Sur d'autres points, des individus apostés semblaient, en apparence, attendre un événement, et prédisaient à l'avance un attentat contre la vie du Roi, ou se permettaient d'insulter grossièrement, après le fait accompli, ceux qui se félicitaient de ce que les intentions parricides des auteurs du crime avaient manqué leur effet. Ces faits ne semblent-ils pas indiquer qu'un certain nombre de personnes étaient averties, sinon de ce qui devait se passer et des moyens qui devaient être employés contre la vie du Roi, du moins d'une catastrophe imminente, pour laquelle il fallait qu'elles se fissent prêtes et en armes?

CONFRONTATION DE FIESCHI AVEC NINA LASSAVE. — NOUVELLES RÉVÉLATIONS.

Fieschi fut enfin confronté avec la fille Nina Lassave : il reconnut la vérité de tout ce qu'elle avait déclaré; seulement il fit observer que cette fille soutenait à tort que la malle ne contenait aucune somme d'argent, puisqu'il devait s'y trouver 50 francs qui y avaient été déposés pour elle; quelques volumes de Oeuvres de Cicéron, en latin et en français, étaient aussi dans cette malle: le premier volume devait être dans les mains de Pepin; Fieschi le lui avait prêté.

Vous vous souvenez, Messieurs, que cette fille avait dit que Morey s'était vanté à elle d'avoir chargé tous les canons de fusil de la machine infernale, moins trois, que Fieschi avait voulu absolument charger; ce dernier avait constamment nié ce fait. En présence de la fille Nina, qui répéta son récit sans hésitation et sans variantes, Fieschi changea de langage. Il reconnut que Morey était venu chez lui, le lundi 27, à cinq heures du soir; qu'il avait apporté dans un sac en toile les chevrotines et les balles, et de la poudre dans une poire de corne. *N'en a eu de reste*, a-t-il dit. Les canons de fusil n'étaient plus dans la malle. Fieschi et Morey se mirent à cheville la machine et à l'assurer avec des cordes; ensuite ils commencèrent à charger les canons. Fieschi versait la poudre dans la petite mesure qui sert à régler la charge; il prenait les balles, qui étaient dans le sac, et les chevrotines qui étaient sur la cheminée, et les donnait à Morey. Celui-ci s'était muni d'une petite baguette d'environ dix-huit pouces, parce qu'il avait, disait-il, fait faire les balles un peu plus fortes que le calibre ordinaire. Quand les balles étaient posées sur la bouche du canon, il fallait leur donner un coup de maillet pour les faire entrer, et ensuite les enfoncer avec la baguette. Un morceau de bois de la machine, que Fieschi avait coupé, fut employé en guise de maillet. A mesure que les canons étaient chargés, Fieschi les plaçait sur les créneaux; quand ils furent tous chargés, il était à peu près neuf heures et un quart, neuf heures et demie.

Une réflexion se présentait naturellement: comment Fieschi, qui avait déjà déclaré que Morey lui avait fourni les balles, les chevrotines et la poudre, n'avait-il pas dit alors ce qu'il disait en ce moment? Était-ce à la vérité qu'il rendait hommage, ou changeait-il ainsi de langage pour ne pas démentir sa petite Nina, ou bien encore était-ce pour se venger des mauvais propos que Morey avait tenus sur son compte? M. le président interpella l'accusé de s'expliquer sur la cause de ses réticences : « Je me suis tu par orgueil, a répondu Fieschi; je n'étais pas convenu d'abord de ces choses, je n'ai pas voulu me démentir. »

ANGOISSES DE FIESCHI.

Il nous faut de nouveau suivre Fieschi reprenant encore une fois son récit, si souvent commencé et jamais achevé. Quand les canons de fusil furent chargés, il descendit bien vite avec Morey, parce qu'il était pressé d'aller chercher Nina Lassave; il traversa le boulevard et fit venir un cabriolet qui emmena Morey. On n'a pu, quelques soins qu'on y ait apportés, retrouver la trace de cette course de cabriolet : sur cette place, les conducteurs ne tiennent point registre de leurs courses.

Alors, et nous tenons note de ces circonstances, parce qu'elles font de plus en plus connaître les dispositions de son âme dans les instants qui ont précédé le crime, Fieschi n'ayant plus trouvé la fille Nina chez Annette Bocquin, fut saisi d'impatience et très-chagrin de n'avoir pas dit à Nina un adieu qui, dans sa pensée, aurait peut-être été le dernier. « Si l'y avait eu de la place chez la maîtresse d'Annette, dit-il, je crois que j'y aurais couché; car je ne me sentais pas de force à coucher seul chez moi, en vue de la circonstance qui devait se présenter le lendemain. » Eux-mêmes s'aperçurent que j'étais très mécontent : je leur dis que je n'avais pas soupé; ils m'invitèrent à manger avec eux, je refusai; je restai long-temps, et finis par m'en aller chez moi en me disant à moi-même : *Adieu à jamais!* »

Il y a quelque chose qui saisit profondément, dans ce récit naïf des angoisses qui s'emparent du coupable, et le torturent, à mesure que s'approche l'instant fatal où doit s'exécuter le forfait qu'il a résolu dans son cœur; dans ces anxiétés croissantes d'une conscience que les passions effrénées n'écoutent plus; dans cette répugnance destructrice de la nature morale de l'homme pour le mal, dans cette secrète horreur que sa volonté perversive ne surmonte jamais entièrement, sorte de remords stérile et anticipé qui n'expie, ni ne prévient le crime. Ce supplice intérieur est à la fois une éclatante preuve de l'existence de cette loi vivante qui naît avec nous, que les hommes n'ont point portée, et qui veille à la conservation du genre humain, et une haute et profonde leçon.

DÉCLARATION DE FIESCHI SUR BOIREAU. — FORET PRÊTÉE PAR CET ACCUSÉ.

Fieschi n'avait plus rien à dire sur Morey; il s'était expliqué sur tous les indices qui venaient à la charge de celui-ci. Il n'en était pas de même à l'égard de Boireau. Mais il ne tarda pas à revenir aussi sur ses premières dénégations. Interrogé de nouveau sur la nature de ses relations avec ce jeune homme, on peut résumer comme il suit les détails qu'il a donnés. Le dimanche 26 juillet au matin, Fieschi alla chercher Boireau à la

boutique de son maître; ne l'ayant pas trouvé, il alla dans son logement rue Quincampoix, et l'y rencontrant, il le pria de lui prêter un foret. Boireau alla en effet chez le sieur Vernert en prendre un, et le remit à Fieschi, qui ne l'instruisit pas de l'usage qu'il en voulait faire. Le manche du foret était en bois ordinaire, l'archet était d'un acier pliant, et la corde d'un acier élastique, la conscience (on nomme ainsi la plaque de bois sur laquelle on appuie la poitrine en manœuvrant l'instrument) n'avait que peu de trous. Fieschi ne perça que trois canons de fusil, parce que, sur les quatre qui n'avaient pas de lumière, il n'y en avait que trois qu'on eût commencé à forer. Comme il perceait le troisième, la pointe de l'instrument s'émoussa.

POINTAGE DE LA MACHINE LA VEILLE DU 28.

Vous avez entendu Fieschi repousser dédaigneusement comme une supposition absurde l'idée qu'on lui avait prêtée de faire passer un homme à cheval devant la machine pour en prendre la mire; cependant il a fini par avouer qu'il était convenu avec Pepin et Morey que le lundi 27 au soir, entre sept et huit heures, Pepin viendrait se promener à cheval, en face du Jardin Turc et de la croisée de Fieschi, afin que celui-ci dirigeât ses canons à la hauteur d'un cavalier cheminant sur la chaussée.

La parole donnée ne fut pas tenue, Pepin ne parut pas; la machine n'en fut pas moins ajustée, parce qu'il passa diverses personnes à cheval; mais Fieschi aurait désiré voir venir Pepin pour s'assurer que chacun faisait son métier, c'est-à-dire, selon lui, que chacun se prêtait à la circonstance de l'attentat que, depuis quatre mois, Pepin, Morey et lui avaient tramé.

Après avoir quitté la fille Bocquin, comme Fieschi cherchait à se fuir lui-même et à s'étourdir sur le mal qu'il devait faire le lendemain, il entra au café des Mille-Colonnes. Il s'amusa à voir jouer au billard, lorsque Boireau arriva auprès de lui comme un homme furieux, très content d'avoir appris par Pepin que, le lendemain 28, Fieschi devait se servir d'une machine qu'il avait faite pour tirer sur le Roi, sa famille et son escorte. Quand Fieschi eut entendu ces paroles, il se mit en colère et s'étonna que Pepin eût confié une affaire si grave à Boireau. Celui-ci dit alors à Fieschi qu'il était venu à cheval, entre sept et huit heures, sur le boulevard, se promener devant le Jardin Turc, et lui demanda s'il l'avait aperçu. Il raconta que Pepin, qui était malade, l'avait envoyé à sa place. Cette confidence donna beaucoup à penser à Fieschi, parce qu'il ne crut nullement à la maladie de Pepin, et qu'il imputa son absence à sa lâcheté et au désir qu'il avait de n'être pas connu pour avoir pris part à une entreprise si périlleuse.

PROMENADE ET RÉFLEXIONS DE FIESCHI DANS LA MATINÉE DU 28.

On peut juger que la nuit qui suivit une telle soirée procura peu de repos à Fieschi; le lendemain au matin, craignant l'effet des indiscretions de Boireau, il alla de bonne heure se promener sur le bord du canal, toujours en réfléchissant au mal si étendu qu'il devait faire.

« Si j'avais tué le Roi, les princes et une grande partie des généraux et des gens de leur suite, dit-il, que serait-il devenue, notre malheureuse patrie? Je ne m'occupais pas de moi-même comme je m'occupe de la petite Nina, et je n'ai pas vaincu mon amour-propre d'avoir donné ma parole à des gens de cette espèce. En quittant les bords du canal pour revenir chez moi, je ne pris pas la rue d'Angoulême, parce qu'il y avait trop de monde; il me semblait que toutes les personnes que je voyais devaient lire sur ma figure que j'allais commettre un pareil attentat... Je rencontrai Boireau sur le boulevard, parallèlement à la rue Charlot, mais du côté opposé. Il était avec un jeune homme très brun, portant des moustaches bien fournies, que je ne connais pas. Nous ne parlâmes de rien, quoique je pense que Boireau avait confié à son compagnon qu'il devait y avoir une affaire sérieuse. Il se tenait sans doute en réserve avec moi pour ne pas me faire voir qu'il avait confié le secret à un autre. En me quittant, Boireau me dit, sans que l'autre l'eût entendu : *Nous serons tous par là et nous attendrons l'affaire.* Je voltigeai par là comme un homme égaré en voyant la garde nationale et la troupe de ligne se placer. »

PROPOSITION DE BOIREAU.

Fieschi a ajouté qu'il connaissait depuis long-temps la haine de Boireau pour le Roi et son gouvernement. Il a rappelé l'histoire d'une nuit d'ivresse dont il avait déjà fait mention, et durant laquelle, en sortant du café des Sept-Billards, Boireau avait proposé à Maurice et à lui de tirer au sort à qui tuerait le Roi, et avait traité de lâche quiconque n'agréerait pas sa proposition. Fieschi a terminé cette révélation en disant qu'il avait tout dit, et que désormais il n'avait plus rien à déclarer.

SENTIMENS DE FIESCHI A L'ÉGARD DE SES CO-ACCUSÉS.

Il paraît qu'il en coûtait beaucoup à Fieschi d'incriminer Boireau. C'est le dernier des trois hommes qu'il désigne comme ses complices qu'il ait voulu charger. Il s'en excusait en quelque sorte, vis-à-vis de lui, lors de leur confrontation. Ce jeune homme lui tient au cœur, il semble n'avoir pas contre lui ce même ressentiment qu'on dirait qu'il éprouve contre Morey et Pepin, qu'il accuse de l'avoir entraîné dans le crime et de lui avoir fourni les moyens de le commettre.

CONFRONTATION DE BOIREAU AVEC PEPIN.

Un mot remarquable est échappé à Boireau lors de sa confrontation avec Pepin. M. le président lui ayant rappelé qu'il semblait résulter de l'instruction que Pepin, qu'il soutenait ne pas connaître, l'avait envoyé, le lundi 27 juillet au soir, passer avec son cheval sous la fenêtre de Fieschi, Boireau a répondu : « Je n'ai qu'une chose à dire, c'est que je suis innocent; s'il y a d'autres complices, c'est à vous de les chercher; ce n'est jamais moi qui livrerai un père de famille; j'ai trop d'humanité pour cela. »

CONFRONTATION DE BOIREAU AVEC FIESCHI.

Dans sa confrontation avec Fieschi, Boireau a reconnu qu'il avait rencontré celui-ci sur le boulevard du Temple, le 28 juillet au matin; mais il a soutenu que ce n'était pas lui qui avait dit à Fieschi : « Nous serons tous là, et nous attendrons l'affaire. »

M. le président lui ayant demandé quel était celui qui pouvait avoir tenu ce propos, Boireau a répondu qu'il ne le savait pas. « Est-ce la personne qui était avec vous? a repris M. le président. — Je n'en sais rien, a répliqué Boireau. — Votre réponse donne à penser que quel qu'un a tenu ce propos, que vous le savez et que vous ne voulez pas le dire? — Il ne faut pas attacher trop d'importance aux paroles qui peuvent échapper à un ouvrier aussi peu instruit que moi. J'étais seul. Si j'ai été vu ce jour-là par Suireau avec Martinault, c'était sur le boulevard des Italiens. »

Fieschi a assuré depuis qu'il avait su de Boireau que c'était un avocat de ses amis, chef de section de la Société des Droits de l'Homme, qui l'accompagnait ce jour-là sur le boulevard.

OBJECTIONS FAITES A FIESCHI, ET SA RÉPONSE.

Il ne restait plus qu'à rechercher soigneusement tout ce qui pouvait confirmer ou atténuer les révélations de Fieschi, fortifier ou infirmer les dénégations de ceux qu'il accusait d'être ses complices. Mais tout en y procédant, il était impossible de n'être pas frappé de la lenteur et de l'espèce d'hésitation que Fieschi avait apportée à faire ses aveux, et des constantes et énergiques dénégations de Morey, de Pepin et de Boireau. On ne pouvait s'empêcher de remarquer tout ce qu'il y avait d'inverysimilable à supposer qu'un homme tel que Fieschi se crût indissolublement lié jusqu'au crime, et au crime le plus détestable; jusqu'à la mort, et à une maît ignominieuse, par une promesse faite à des hommes tels que Morey et Pepin. Ne pouyit-on pas en conclure, ou que Fieschi était engagé envers d'autres hommes dont il avait lieu de penser plus haut l'estime ou le mépris; ou que, dans l'intention évidente d'améliorer son sort en faisant profession d'une sincérité mensongère, il aggravait à plaisir les charges qu'il faisait peser sur Pepin et sur Morey? Il était du devoir des magistrats instructeurs de lui présenter ces objections dans toute leur force; c'est ce qui a été fait.

Nous allons transcrire la réponse de Fieschi; elle doit être pesée. Ce n'est qu'en se familiarisant avec ses idées, avec sa manière d'être et d'envisager les hommes et les choses, que l'on peut apprécier la vraisemblance ou la vérité de ses paroles. En pareille matière, il n'y a point de mesure commune entre les hommes; ce que dit aucun d'eux doit

être examiné d'après son caractère, ses idées, ses croyances, sa situation sociale, ses actes antérieurs; en un mot, sa personnalité tout entière. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés le plus possible, dans le cours de ce rapport, de les faire penser, agir et parler devant vous; écoutez Fieschi :

« J'avais donné ma parole à Pepin et à Morey; je leur avais des obligations depuis que j'étais poursuivi, et le rang d'un homme n'est pour moi d'aucune considération quand il s'agit de tenir une parole donnée. Si je n'avais été leur débiteur que d'une somme d'argent, j'aurais pu m'acquitter; mais il s'agissait d'une dette de cœur. Toutefois, ayant mieux connu Pepin, qui faisait le républicain et qui était aristocrate, qui n'avait pas eu le courage de mettre le feu à la trainée de poudre que nous avions faite pour l'expérience de notre machine, qui était dominé par son intérêt, et qui avait livré notre secret à un jeune homme tel que Boireau, venu à cheval à sa place sur le boulevard, le 27 juillet au soir, en face de ma croisée, pour l'ajustement des canons; si j'avais eu ce qui m'était dû par Isidore Janot et Salis, je me serais libéré envers Pepin, et j'aurais été heureux de renoncer à mon projet. »

C'est ici le lieu de relever une circonstance révélée par les sieurs Suireau, père et fils, dans leurs dépositions. Quelques jours avant l'attentat, Fieschi paraissait setourmenter beaucoup de ce que Janot n'arrivait pas; on l'entendait répéter avec impatience : « Janot n'arrive pas! Janot n'arrive pas! » Ne serait-ce pas que si Janot était arrivé, Fieschi aurait eu l'espérance de pouvoir payer ses dettes et de dégager sa parole?

NOUVELLES OBSERVATIONS FAITES A FIESCHI. — RÉPONSE SOLENNELLE.

On ne s'en est pas tenu là; il ne fallait pas lui laisser croire qu'on admettait sans examen, et sans un examen scrupuleux, les déclarations qu'il avait faites. Il était important de l'avertir que la justice ne demandait pas des coupables, mais la vérité avant tout; qu'elle ne voulait savoir que ce qui était en réalité, et que ce serait l'offenser, et non la satisfaire, que de désigner à ses poursuites des hommes qui ne seraient pas véritablement les complices du crime qu'elle était chargée de punir. Dans cette intention, on a représenté à Fieschi que Pepin avait nié tous les faits qui avaient été articulés à sa charge; qu'il avait opposé, à toutes les déclarations de son accusateur, les dénégations les plus formelles, et qu'il lui reprochait avec amertume de vouloir perdre gratuitement un père de famille, après l'avoir exploité. On l'a invité à réfléchir consciencieusement au résultat des graves accusations qu'il avait portées contre Pepin, et à ne dire que l'exacte vérité.

A ces sérieuses observations, Fieschi a fait une réponse solennelle. Nous nous conformons à ses intentions en la répétant :

« Je demande que l'on écrive ici ma réponse textuelle, sans s'occuper des formes de mon langage, afin que ce soit exactement consigné au procès-verbal. Je jure devant la face de Dieu et des hommes, sur le tombeau de mon père, que tout ce que j'ai dit à l'égard de mes complices est la vérité, et je le proteste en présence de la nation entière. Ce n'est point en demandant ma grâce à aucun magistrat, depuis le président et les ministres jusqu'aux juges d'instruction; car du commencement, je ne l'aurais pas fait au Roi lui-même. Si toutes les couronnes du monde fussent venues me parler pour avoir ces révélations, elles n'auraient pas eu un plus heureux succès; puisque je préférerais mourir sous le nom de Girard, dans l'espérance de ne pas être connu. »

« Ce n'est point par faiblesse ni par défaut de forces physiques ou morales, ni par promesses d'argent, ni, je le répète, pour ma grâce que j'ai fait ces révélations consciencieusement. C'est un homme venu sur mon chemin, que je connaissais depuis long-temps, et qui avait été mon bienfaiteur; c'est par la reconnaissance que je devais à M. Lavocat, malgré qu'il y avait onze mois que je ne l'avais pas vu, que je me suis décidé à parler. M. Lavocat a rendu encore un autre service à son pays, quelle que soit l'étendue des malheurs qui aient pu arriver, et que j'ignore. La présence de M. Lavocat, que j'ai reconnu de loin, causant avec M. Paris, pendant que j'attendais le cortège, fut cause que je me dis à moi-même : *Te voilà mon bienfaiteur; ta vue me fera manquer mon projet!* Aussitôt je mis ma main aux deux écrous, l'un après l'autre; je baissai ma mécanique de quatre ou cinq pouces environ, c'est-à-dire les culasses, ce qui fit changer la direction des bouches, en les élevant ou même en les obliquant. La vue de cette 12^e légion, composée de gens au milieu desquels j'avais vécu pendant quatre ans, me fit aussi sentir ce qu'il y avait de criminel à faire feu sur des hommes avec lesquels j'avais bu et mangé; mais je répète que l'homme qui s'était emparé depuis long-temps de mon caractère et de mes sentimens, c'est M. Lavocat, dont la présence me troubla au point que je n'étais plus capable de reconnaître une personne sur la chaussée. J'eus la pensée alors d'aller me jeter à ses pieds; de lui avouer mon projet criminel. En donnant audience à mes réflexions, je me dis : *Quand je l'aurai avoué mon projet, que feras-tu? Me feras-tu partir à l'étranger? Depuis onze mois que je ne t'ai vu, l'absence c'est la mère de l'oubli!* Pas moins, je me suis décidé à descendre et à me jeter à ses pieds. J'ai traversé trois chambres; mais comme j'avais barricadé mes portes, pendant que je m'occupais à sortir les planches, j'entendis un roulement : je reviens sur mes pas. J'aperçois la 12^e légion qui changeait de position. Je perdis de vue mon bienfaiteur, mais je n'en restai toujours pas moins troublé. »

« Il me vint à l'esprit que Pepin et Morey savaient que je devais excuser mon projet; que je leur avais donné ma parole, et je me dis : *Il vaut mieux mourir que de survivre à la honte d'avoir promis, et puis de faire le lâche*; car j'aurais été traité de lâche et d'escroc, malgré que j'eusse reçu que 40 fr. environ en dehors des frais, pour tous les achats qu'il avait fallu faire. Dans cet intervalle, j'aperçus le cortège en face de Franconi; je me dis alors : *Quel malheur vas-tu faire?* Et moi-même je me sens bien coupable d'avoir fait ces réflexions et de n'en avoir pas moins exécuté mon projet; d'avoir réfléchi que j'aurais pu tuer tant de généraux, qui n'ont point d'autre fortune que leurs appointemens, qui avaient gagné leurs grades sur les champs de bataille, en combattant pour leur pays, sous les ordres du grand Napoléon. Ces généraux ont des enfans à élever, des filles à marier, qu'ils auraient pu doter avec leurs appointemens. Privés de leur père, ces enfans n'auraient pu être élevés ni dotés. Pendant que je faisais ces réflexions au pied de ma mécanique, le Roi continuait sa marche, et il arriva près du grand arbre en face, environ 30 ou 35 pas hors de la direction de mes canons. J'aperçus même un général avec une écharpe rouge qui avait, autant que je me le rappelle, franchi la direction de mes canons; je ne songeai plus à rétablir la direction de ma mécanique, je fis un pas pour prendre un tison à la cheminée, la distance est d'environ un mètre cinquante centimètres, et je mis le feu. J'ignore ce qui en est résulté. Quand les ministres sont venus me voir dans ma prison, je leur ai dit, en présence de M. Lavocat, que si j'avais des révélations à faire, je ne les ferais qu'à lui; que tout ce que je lui dirais serait l'exacte vérité; je l'ai dite même à mon préjudice comme au préjudice de ceux qui m'avaient fourni la farine pour faire le pain. J'ai un dernier vœu à exprimer : ce que vous écrivez doit me survivre; il faut que ces papiers soient lus et servent d'enseignement à ceux qui seraient tentés de faire comme moi; qu'ils prennent des gants avant de m'imiter. »

« Ainsi, reprit le magistrat interrogateur, vous persistez à dire que vous n'avez fait que rendre hommage à la vérité en faisant sur Pepin et Morey les déclarations consignées dans vos précédens interrogatoires? — « Oui, Monsieur; j'ignore si Pepin ou Morey parlent, mais moi je déclare de nouveau que je dis la vérité. Les premières révélations que j'ai faites étaient incomplètes; mais ce que je disais n'était pas moins vrai... J'ai été touché des visites de M. Lavocat, des bontés qu'il m'a témoignées dans mon malheur; je sais qu'il est attaché au gouvernement, et j'ai cru faire à la fois une chose agréable à mon bienfaiteur et utile à la nation et au Roi, en lui révélant la série des circonstances qui m'avaient excité à réaliser mon crime. »

« Dire la vérité est le premier devoir d'un accusé, reprit le juge d'instruction. La justice ne saurait croire que, par complaisance pour une personne quelconque, vous auriez fait de si graves déclarations; elle vous invite de nouveau à dire si les aveux que vous avez faits sont en tous points conformes à la vérité, ou s'ils ne seraient que le résultat d'une combinaison quelconque de votre part. — « Quels que soient les services qu'ait pu me rendre M. Lavocat, quel que soit mon dé-

« vouloir pour lui, dévouement dont je lui ai donné des preuves dans les événements de juin 1832 et d'avril 1834, jamais ma complaisance n'aurait pu aller jusqu'à trahir la vérité dans des circonstances aussi graves, et quand mes déclarations peuvent avoir des conséquences aussi extrêmes. »

« Que pourrions-nous ajouter à ces paroles? Fieschi s'y manifeste tout entier. Jusqu'à quel point l'homme qui s'y peint mérite-t-il votre confiance lorsqu'il accuse ceux qu'il a évité si long-temps de compromettre par ses aveux? Dans quelle proportion les passions diverses qui le dominent peuvent-elles entrer dans ses premières et ses dernières déterminations? C'est ce qu'il ne nous appartient pas de préjuger. »

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES SUR MOREY.

Né à Chassigny (Côte-d'Or), Morey a servi dix ans comme ouvrier dans le train d'artillerie de l'armée et dans un régiment de hussards. En 1816, il avait été arrêté comme prévenu de projets d'assassinat contre la famille royale. Il était, à la même époque, accusé d'un meurtre commis sur la personne d'un soldat autrichien pendant l'occupation étrangère; il fut acquitté par la Cour d'assises du département de la Côte-d'Or, comme n'ayant donné la mort que pour sa légitime défense. On lui reproche d'avoir abandonné sa femme et ses enfants à Dijon, pour venir à Paris en 1817; depuis cette époque, il vit en concubinage avec une dame Mouchet qui passe pour sa femme; il exerce la profession de sellier et bourrelier.

Il n'a jamais dissimulé ses opinions républicaines: il en a fait profession ouverte dans ses interrogatoires. Il est habile au maniement des armes à feu, et connu dans les environs de Paris, pour ses succès, comme tireur de prix.

Le 11 avril 1826, un jugement du Tribunal de commerce de Paris l'a déclaré en état de faillite. Les causes du dérangement de sa fortune furent attribuées, par le commissaire-rapporteur, à des dépenses frivoles, qu'entraînait principalement la présence de la femme Mouchet dans sa maison, où régnait, suivant le rapport, la plus grande dissipation.

La faillite de Morey fut suivie d'un contrat d'union entre ses créanciers, et enfin d'une transaction par laquelle ils consentirent à cesser toute poursuite, moyennant quinze pour cent de leur créance, payables dans quinze jours.

Plus tard, Morey, décoré de juillet, a fait partie de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen. C'est vainement qu'il l'a nié; son nom est compris dans le dénombrement des membres de la section Romme, du 12^e arrondissement; il paraît même qu'il a rempli dans cette société les fonctions de commissaire de quartier. Lors de la perquisition faite à son domicile, on y trouva, entre autres ouvrages politiques: *L'Exposé des principes républicains de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen*; le journal le *Populaire*; les *Châmes de l'esclavage*, par Marat; et le *Procès des accusés d'avril*, publié de concert avec les accusés. Ces deux derniers écrits ne lui appartenaient pas.

DÉCLARATION DE MOREY EN FAVEUR DU PARTI RÉPUBLICAIN.

Dans un de ses interrogatoires, Morey, qui a jugé apparemment n'avoir pas parlé assez explicitement jusqu'alors, a déclaré tout à coup, que Fieschi lui avait annoncé avoir changé de drapeau, et que le parti républicain n'était point dans cette affaire-là. M. le président lui ayant demandé ce qu'il en savait, il a répondu positivement qu'il était à sa connaissance qu'il n'y avait aucune personne du parti républicain compromise dans cette affaire.

Il est difficile de ne être pas frappé de la tardivité et du caractère récriminateur de ces déclarations, et rien n'est plus évident que leur incohérence; car, en dépit des dénégations de Morey, elles contiennent l'aveu implicite que Fieschi s'était ouvert à lui sur ses projets. On doit en conclure, en effet, qu'il savait que Fieschi avait entrepris une affaire fort grave, dans laquelle les républicains avaient dû le servir, puisqu'il les accusait d'être des lâches pour l'avoir abandonné. Il résultait d'ailleurs nécessairement de ces confidences qu'il avait existé des rapports fréquents et intimes entre Morey et Fieschi: c'est ce que M. le président fit remarquer à Morey, qui ne put donner de ces contradictions, aucune explication satisfaisante.

DÉNÉGATIONS DE MOREY.

Après avoir rapporté les témoignages qui tendent à établir la vérité des révélations de Fieschi, en ce qui concerne Morey et les constantes dénégations que ce dernier leur oppose, M. le rapporteur continue ainsi:

Morey est inébranlable dans ses dénégations. Quand M. le président lui a parlé du petit modèle de la machine que Fieschi aurait présenté à Pepin, il s'est écrié: « M. Pepin est un honnête homme, et il aurait bien renoncé Fieschi, si celui-ci lui avait présenté un projet pareil. Quand M. le président lui a demandé s'il avait quelque souvenir des conversations qui auraient eu lieu entre Pepin, Fieschi et lui, sur les conséquences de l'attentat de Fieschi, et sur le parti qu'il faudrait en tirer pour organiser un gouvernement provisoire, il a répondu « Il faut avoir des capacités pour faire des choses pareilles, et je vous demande si ce serait un homme de mon âge et de mon état qui entreprendrait des choses semblables... »

On avait signalé Morey comme ayant travaillé dans les écuries de M. le duc d'Angoulême; et comme portant une fleur de lis tatouée sur le bras. Morey a déclaré que ces faits étaient faux; il n'a jamais travaillé pour la maison de ce prince, et la marque qu'il porte sur le bras est la figure d'un hussard, qui y a été tatouée pendant qu'il était au service. Les témoins entendus sur la première de ces circonstances ont confirmé la déclaration de Morey; il n'a jamais travaillé pour les écuries de M. le duc d'Angoulême.

CHAGRIN DE MOREY ET SON ÉTAT DE MALADIE.

Le 22 août Morey a déclaré qu'il cesserait de prendre de la nourriture si on ne changeait pas son régime. Ce régime a été amélioré selon l'avis et les prescriptions des médecins; néanmoins la santé de Morey n'a cessé de décliner depuis qu'il est arrêté. Il paraît atteint d'un profond chagrin. Le désordre de ses affaires, la gravité de l'inculpation qui pèse sur lui, les charges qui résultent de l'instruction, le vif ressentiment qu'il éprouve contre ceux dont les déclarations l'incriminent, aggravent le mauvais état d'une santé des long-temps altérée par un empoisonnement accidentel, et font craindre pour sa vie.

ÉVASION ET RETRAITE DE PEPIN.

On connaît les détails de l'évasion de Pepin qui eut lieu le jour même de son arrestation; à peine eut-il le temps d'être interrogé par M. le président. Pendant près d'un mois, il s'est soustrait aux recherches les plus exactes et les plus multipliées; il a échappé à la surveillance la plus rigoureuse. Cependant, si l'on devait en croire une lettre adressée par lui à M. le président et à M. le procureur-général près la Cour des pairs, et qu'il fit insérer dans les journaux, il ne s'était point évadé pour se soustraire à la justice ni à la juridiction de la Cour, mais parce que la délicatesse de sa santé lui rendait impossible de supporter, sans succomber, une longue détention. Il prenait, dans cette lettre, l'engagement de ne pas quitter Paris, et promettait de se constituer prisonnier, en temps utile, si on le lui ordonnait. Il s'indignait qu'on lui supposât le caractère assez barbare pour être, avec connaissance de cause, de complicité dans un crime, et reconnaissait cependant l'obligation de se disculper, même pour l'honneur de ses enfants, d'une accusation, selon lui, aussi banale que déplorable.

Cependant Pepin avait quitté Paris, il était retourné dans l'asile que lui avait procuré, dans le courant du mois d'août, son ami et son associé commercial, le sieur Collet. Tous les jours il était entouré de gens qui lui offraient des passeports et qui le pressaient de partir. Il refusa un passeport pour la Belgique, dans la crainte que son extradition ne fut demandée et accordée.

REFUS DE PEPIN DE S'EXPATRIER.

Le sieur Collet alla de sa part chez M. Armand Carrel et chez M. Garnier-Pagès, membre de la Chambre des députés, pour leur demander des conseils sur le parti auquel Pepin devait s'arrêter. Le sieur Collet était chargé de les assurer que Pepin était fort de sa conscience et ne craignait rien; il ne les trouva pas dans leur domicile: ils étaient l'un et l'autre absents de Paris. Pepin n'a ni contesté, ni reconnu la vérité de ce récit; il connaissait M. Garnier-Pagès et M. Armand Carrel pour les avoir vus une ou deux fois.

Le sieur Collet a déclaré qu'étant allé au bureau du journal le *National*, pour savoir où il pourrait trouver M. Armand Carrel, un des rédacteurs du journal lui demanda de quoi il s'agissait; le sieur Collet lui fit part de sa mission: alors, le sieur Estibal, qui se trouvait là, après avoir causé avec une autre personne, invita le sieur Collet à laisser son adresse, et lui promit de s'occuper de l'affaire Pepin. En effet, deux personnes vinrent peu de jours après chercher le sieur Collet à Lagny; il était absent. Le 17 ou le 18 août, le sieur Estibal revint seul; il dit au sieur Collet qu'il s'était procuré un passeport à l'étranger pour son beau-frère Bichat, condamné à plusieurs années de prison, comme gérant du journal la *Tribune*, et qu'au moyen de ce passeport, qui était au nom d'une dame et de son neveu voyageant ensemble, Pepin pourrait partir pour la Belgique avec Bichat. Le sieur Collet répondit qu'il en parlerait à Pepin. Le dimanche suivant, les sieurs Estibal et Bichat vinrent à Lagny; le sieur Collet leur fit voir Pepin; celui-ci refusa de se déguiser en femme, et déclara que, s'il quittait la France, ce ne serait que pour aller en Angleterre.

Le sieur Estibal lui proposa, moyennant 100 fr., un passeport pour l'Allemagne; il disait qu'il en avait autant qu'il en voulait; qu'il s'en était procuré neuf pour les évadés de Sainte-Pélagie, mais que dans le moment il était assez difficile d'en obtenir, surtout pour l'Angleterre. Pepin pria le sieur Collet de dire au sieur Estibal qu'il ne voulait point de passeport. Le sieur Barbieri a confirmé cette déposition par la sienne.

Le sieur Estibal a été entendu; sa déposition n'a pas été en tout conforme à celle du sieur Collet; selon lui, la personne que Collet serait allé chercher au bureau du *National*, et avec laquelle il aurait conféré dans l'intérêt de Pepin, aurait été le sieur Bergeron. Le sieur Bergeron serait ensuite venu à Lagny avec le sieur Estibal. Celui-ci a expliqué que ce n'était pas lui qui avait eu à sa disposition les passeports donnés aux évadés de Ste-Pélagie, mais bien la personne qui lui avait procuré un passeport pour son beau-frère Bichat et qu'il a refusé de nommer.

La déclaration du sieur Bergeron a confirmé celle du sieur Estibal: il a dit que Pepin avait fait le 27 juillet une collecte pour les détenus politiques, dans l'église de l'abbé Châtel, et en avait apporté le produit au bureau du *National*. Le sieur Bergeron l'avait vu plusieurs fois au bureau de ce journal pour affaires de rédaction, et notamment avec le père de Jeanne, le prisonnier de Clairvaux.

ARRESTATION DE PEPIN ET SAISIE DE SES PAPIERS.

Cependant les journaux répétaient, de temps à autre, la nouvelle du passage de Pepin dans certaines villes hors des frontières, et de son arrivée en pays étranger. La police ne prit point le change, et le 21 septembre, pendant la nuit, Pepin fut découvert à Magny (Seine-et-Marne) en chemise, caché dans une fausse armoire placée au fond d'une alcove, au domicile du sieur Rousseau père, propriétaire.

Il fut arrêté; M. le préfet de police avait dirigé l'opération en personne. On trouva dans le paquet apporté par Pepin, lors de son arrestation, 940 fr., dont 840 fr. en or; un sac de nuit contenant diverses hardes et un volume broché des *OEuvres de Saint-Just*. Un autre paquet contenait entre autres vêtements, deux blouses de toile grise et une casquette de crin gris, enfin quelques papiers, sur l'un desquels se trouvaient divers itinéraires, savoir: de Paris à Rouen, de Rouen à Dieppe, de Lagny à Boulogne, et une notice des visites domiciliaires inopérément faites par la police pour la recherche des complices de Fieschi, extraite du *National* du 16 août 1835, et contenant les noms des personnes au domicile desquelles ces visites auraient eu lieu, selon ce journal. Il n'était pas impossible que cet article eût pour but d'indiquer ces habitations, comme autant d'étapes, où ils pouvaient espérer de trouver asile et bon accueil, à ceux qui fuyaient les recherches de la police, ou qui s'étaient soustraits aux mandats de justice. La réponse de Pepin autorise cette conjecture. Il a dit qu'en effet, dans les villes où ces recherches devaient avoir eu lieu, il se serait adressé aux personnes dont le *National* avait donné les noms, s'il n'en avait pas connu d'autres. On a également trouvé dans son paquet divers extraits du journal le *National*, annonçant l'arrivée ou le passage de Pepin en pays étranger; enfin une lettre de Pepin, datée du 20 septembre dernier, adressée au rédacteur du journal le *Messager des Chambres*, et dans laquelle il annonçait l'intention de se constituer prisonnier à Sainte-Pélagie le samedi suivant, 26 à sept heures du soir: « J'espère que cette fois, disait-il dans cette lettre, on me laissera dans ce lieu de détention, et que l'on remettra en fonction le commissaire de police sous les ordres duquel je me suis évadé. » Cet argent, ce bagage, ces papiers semblent indiquer suffisamment que Pepin était prêt à entreprendre un long voyage. Il se flattait probablement de pouvoir profiter de l'hésitation et de l'incertitude où le bruit de son départ si positivement répandu avait dû jeter l'administration, pour se mettre en route, et il espérait sortir de France pendant qu'abusée par la date de sa lettre et la promesse qu'il faisait de se constituer prisonnier, l'autorité publique le croyant encore à Paris, ou dans les environs, ne le poursuivait plus au loin, ou le poursuivait moins activement.

Pepin a demandé avec instance qu'on laissât en sa possession les *OEuvres de Saint-Just*.

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES SUR PEPIN.

Pierre-Théodore-Florentin Pepin est né à Remy (Aisne), en 1800; il est épicier et marchand de couleurs; il demeure à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 1; ses opinions républicaines sont connues et avouées. Il a fait partie de la société des Droits de l'Homme et du Citoyen; il appartenait à la même section que Morey et Nolland. Il a été sous-chef ou chef de cette section. Un procès-verbal d'une séance qu'il présidait prouve qu'il y jouait un rôle actif; on y lit que le citoyen Pepin demande des imprimés pour former des sections à la Gare d'Yvry: ce procès-verbal manuscrit porte sa signature.

A l'époque des attentats des 5 et 6 juin 1832, il était capitaine de la garde nationale dans la 8^e légion; sa maison fut signalée comme une de celles d'où les rebelles dirigeaient le feu sur la troupe; on assure que plusieurs coups de canon furent tirés sur cette maison. Pepin a toujours soutenu le contraire, et il a avancé, dans une brochure imprimée qu'il se proposait de publier pour sa défense, que le canon n'avait point été tiré dans la rue du Faubourg-Saint-Antoine. On ne sait pas précisément pour quels motifs cet édit ne fut point mis en vente et distribué. Il résulterait de l'instruction que quelques-uns des amis de Pepin lui reprochèrent de démentir ses principes politiques par cette justification, et le menacèrent du mépris et des vengeances des républicains s'il désavouait la part qu'il avait prise à la rébellion. Berryer-Fontaine, entre autres, lui dit que cette brochure n'était pas analogue aux sentiments d'un bon patriote. Un peu plus tard, Pepin a prétendu qu'avant de donner cours à sa brochure, il avait voulu s'assurer qu'elle n'aggraverait pas sa position, et que le commissaire de police de son quartier lui avait fait donner le conseil de garder le silence et de ne rien publier.

Pepin a commencé à se cacher dès le 23 juillet. La veille du jour de l'attentat, il alla chez le commissaire de police de son quartier, et lui dit qu'il craignait d'être, le jour de la revue du Roi, exposé à quelques violences, à cause de son affaire de juin. Son absence a-t-elle été motivée par cette crainte? ou plutôt cette précaution ne devait-elle pas lui servir un jour à justifier son absence? Le commissaire de police, qui a déclaré le fait, adopte cette dernière conjecture.

On a su depuis que Pepin avait quitté Paris nuitamment le jour de la cérémonie funèbre, pour se rendre à Lagny; il sortit de la ville dans une charrette de nourrisseur; un cabriolet, conduit par un de ses amis, l'attendait à quelque distance de la barrière de Montreuil. Il attribue sa disparition à la connaissance qu'il aurait eue d'un mandat d'amener décerné contre lui.

DÉNÉGATIONS DE PEPIN.

Pepin paraît attacher une grande importance à n'avoir pas connu Fieschi sous son véritable nom. Il a commencé par le répéter: mais il est convenu que Morey lui avait amené un individu qui se sauvait parce qu'il était poursuivi, à ce qu'ils ont dit l'un et l'autre; si cet individu était Fieschi, il ne l'a jamais connu sous son véritable nom; il l'a juré par tout ce qu'un homme d'honneur a de plus sacré, et il a protesté que si Morey dit le contraire, c'est une erreur ou un mensonge de sa part. Quant à Fieschi, il a ajouté qu'il ne pouvait l'empêcher de dire ce qu'il voulait ou ce qu'on lui faisait dire; mais il a affirmé que ce qu'il disait, lui Pepin, était la vérité.

Quand on lui a parlé de son entrevue avec Bescher et Morey, à l'oc-

casion du dessin de la machine, et pour arrêter le devis des dépenses, qu'elle entraînerait, il a dit qu'il ne connaissait pas Bescher, et que s'il avait dit précédemment que cet homme avait couché quelquefois chez lui, sans pouvoir préciser le nombre de fois, cela ne s'était pas répété souvent, parce qu'il lui avait fait l'effet d'un homme de police quand il l'avait entendu causer. Il a pris à témoin l'Être suprême que tout ce qu'on disait de la connaissance qu'il aurait eue du projet de la machine et de son usage, était de la plus insigne fausseté.

M. le président a demandé à Pepin si, selon ce qui résultait de l'inspection, ce n'était pas lui qui aurait donné à Fieschi l'argent nécessaire pour payer le premier terme du logement qu'il avait loué dans l'intention de se servir de la machine. Pepin a déclaré que s'il avait donné de l'argent à Fieschi, en supposant que Fieschi et Bescher fussent une même personne, il ne lui avait jamais donné une somme aussi considérable. Il a de nouveau protesté, au nom de Dieu et du ciel, qu'il était faux qu'il eût donné une somme de 130 fr. pour garnir le logement de Fieschi de meubles. Il a nié être allé avec Fieschi ou Bescher, sur le quai de la Râpée, acheter les pièces de bois nécessaires à la construction de la machine; mais il est convenu qu'ayant un atelier dans les environs, et achetant quelquefois du bois pour les réparations qu'il faisait à sa maison, il était possible qu'on l'eût vu vêtu d'une blouse en toile grise, devenue blanche à force d'avoir été lavée, et coiffé d'une casquette de crin gris, dans un chantier, et même que ce malheureux fût allé avec lui.

A l'appui de ses dénégations, Pepin a déclaré que des gens se disant patriotes, lui avaient fait souvent des propositions de cette nature, et qu'il les avait repoussées hautement sans hésiter. Cependant il n'a voulu décliner aucun nom, ni donner aucun détail ou aucune explication concernant ces propositions.

Il est convenu avoir vu Guinard à Sainte-Pélagie, mais comme tous les autres, sans avoir jamais eu de relations avec lui. Quant à Cavagnac, il l'a vu aussi comme beaucoup d'autres.

Pepin a nié avoir demandé à Cavagnac les vingt-cinq fusils nécessaires pour la machine de Fieschi, en s'écriant que cette imputation était un affreux mensonge. Mais M. le président lui ayant demandé s'il n'avait pas écrit à Cavagnac une lettre qui pouvait avoir trait à cette affaire, il a répondu qu'il n'avait jamais écrit directement à Cavagnac; on lui a expliqué qu'il s'agissait d'une lettre par laquelle il aurait demandé à Cavagnac de faire savoir quand il pourrait remettre les 20 ou 25 francs que l'homme attendait pour partir, et qu'il était permis de supposer qu'entre eux le mot *franc* pouvait signifier fusil; il est convenu qu'il n'était pas impossible qu'il eût demandé de l'argent à Cavagnac, parce que dans le temps il lui en avait prêté, et que Cavagnac lui devait encore environ 500 francs pour des secours; mais il a ajouté qu'il ne se souvenait pas de lui avoir écrit dans de pareils termes.

Il a nié avoir fait remettre à Fieschi le prix des canons de fusil. « Celui qui dit cela est un imposteur fini, a-t-il dit: Quand on a de la famille, on peut donner des secours en temps utile, quand on croit que la personne qui les demande peut en faire un bon emploi; mais il aurait fallu que je fusse millionnaire pour donner des sommes aussi fortes, et je n'ai de ramifications avec personne; je ne m'occupe que de mes intérêts. »

Il a soutenu n'avoir pas vu le prétendu Bescher depuis cinq mois; il a nié toutes les circonstances rapportées par Fieschi au sujet des entrevues qui auraient eu lieu entre Morey, Pepin et lui, à l'occasion de l'attentat, et notamment l'expérience de la trainée de poudre faite dans les vignes, du côté du cimetière du Père Lachaise; mais il s'est souvenu qu'une fois, dans le temps qu'il cherchait à placer Bescher ou Fieschi (car il est utile d'avertir une fois pour toutes que lorsque Pepin nomme Bescher, ce qu'il dit se rapporte à Fieschi), il l'avait rencontré avec Morey, et qu'ils avaient bu une bouteille de vin ensemble de ce côté-là.

Il a déclaré qu'il ne connaissait directement aucun général; plus tard, il a complété cette déclaration en affirmant qu'il n'avait jamais eu aucune relation avec les légitimistes, ni avec Guinard, ni avec Kersausie, et que, dans ses conversations sur la liberté, il n'avait jamais parlé de moyens graves pour l'obtenir. Il a déclaré avoir connu particulièrement le sieur Raspail: ils s'étaient rencontrés chez M. de Lafayette: ils se sont occupés ensemble de questions industrielles, d'usines et d'expériences sur la décoration des grains. Comme M. le président lui demandait s'il ne comptait pas se servir du journal dirigé par le sieur Raspail, pour publier les proclamations et les actes qui auraient sans doute suivi l'attentat, dans le cas où il aurait réussi, il a répondu qu'il était certain que, s'il avait été dans le cas de prendre part à un attentat, il aurait prévenu Raspail, comme il aurait prévenu beaucoup d'autres personnes.

Cherchant à expliquer ce qu'il avait dit de certaines propositions de crime qui lui auraient été faites et qu'il aurait repoussées avec indignation, il a dit que ses paroles s'appliquaient dans sa pensée à Bescher et compagnie; car ce Bescher était venu plusieurs fois boire la goutte dans sa boutique avec de mauvais gueux comme lui, gens en qui Pepin n'avait pas confiance, mais qu'il ne connaît pas: il était d'ailleurs si troublé, lors de son précédent interrogatoire, qu'il avait pu parler fort légèrement; qu'il s'était fait dans son esprit une confusion entre Bescher et Fieschi; qu'il ne niait pas, au reste, que des propos légers ne lui eussent été tenus bénévolement par Bescher, mais sans y attacher aucune suite.

Après ces étranges paroles, on a besoin de s'arrêter un moment pour revenir du saisissement qu'elles occasionnent. Par quel singulier renversement d'idées et par quel effrayant abus du langage se fait-il que Fieschi appelle la pensée du crime le plus énorme, une idée folâtre, et que Pepin traite de propos légers bénévolement tenus, des paroles qui auraient renfermé la confidence d'un pareil forfait?

CONFRONTATION DE PEPIN AVEC FIESCHI.

Pepin et Fieschi ont été confrontés; Fieschi a tout de suite reconnu Pepin. Pepin a dit, en voyant Fieschi, qu'il lui semblait avoir vu cet homme, mais qu'il ne pourrait pas l'affirmer. Après l'avoir entendu parler, il l'a reconnu au son de sa voix, pour la personne qu'il a désignée sous le nom de Bescher, et qui lui a été présentée par Morey sous ce nom. Fieschi, imperturbable dans ses accusations, a répété froidement, en présence de Pepin, tout ce qu'il avait articulé à sa charge: préméditation du crime, participation à l'attentat, propos atroces contre la personne du Roi. Du reste, il a été calme dans son maintien, ferme et modéré dans son langage. Pepin lui ayant reproché de vouloir l'entraîner dans sa perte après l'avoir exploité, Fieschi lui a répondu: « Je n'ai jamais eu de vous, pour mon compte, que 20 fr. de crédit en marchandises, et je vous les dois; quant au reste de l'argent que vous m'avez donné, je l'ai bien employé. »

Fieschi, revenant sur une de ses premières déclarations, a dit que s'il avait exprimé l'opinion qu'on avait averti les sociétés secrètes, de ce qui devait se passer le 23 juillet, au fond, cela était incertain pour lui: il ne croyait pas qu'on leur eût dit qu'il dut y avoir un attentat contre le Roi, mais seulement un affaire.

Il a répété, en présence de Pepin, que l'unique motif qui l'eût empêché de renoncer à son crime était l'engagement qui le liait à Pepin et à Morey; il s'est vanté d'avoir été esclave de sa parole, qui vaut plus que de l'argent, puisqu'elle n'a pas de prix. Vous gémez avec nous sur cette déplorable profanation des choses les plus saintes qui soient parmi les hommes, les sentiments de l'honneur et du devoir!

Pepin, agité, troublé, irrité, a opposé toutes les formules de dénégations que le langage peut fournir aux affirmations de Fieschi. « J'espère, a-t-il dit, qu'il y aura un Être Suprême qui me donnera assez de force et assez de vie pour repousser de pareilles infamies. — Je jure par tout ce qu'il y a de plus sacré, je prends Dieu et les hommes à témoin, que tout cela n'est qu'un tissu de mensonges abominables. — Il faut avoir la rage dans le cœur pour vouloir anéantir un homme comme moi, par d'aussi insignes faussetés. » Et bien d'autres protestations encore.

La confrontation s'est terminée par ces derniers mots de Fieschi: après avoir répété qu'il persistait dans toutes ses déclarations, il a dit: « J'ai long-temps hésité, j'avais un cauchemar qui m'étrouffait, je vous en prie purger; je me suis enfin décidé à tout dire, non pour faire des victimes; mais pour rendre hommage à la vérité. Je n'ai demandé de ma grâce, ni à vous (M. le président), ni à personne, et personne ne me l'a promise. »

OBJECTIONS FAITES A PEPIN PAR M. LE PRÉSIDENT ; SES RÉPONSES.

Il était impossible que cette scène si dramatique, si terrible, si féconde en vives émotions, n'eût pas remué profondément l'âme de Pepin. M. le président crut devoir dans l'intérêt de la vérité et de la justice, profiter des premiers instants qui suivirent cette confrontation pour examiner de nouveau cet inculpé.

Il lui remit devant les yeux le tableau fidèle de sa situation et le résumé de l'instruction en ce qui le concernait. Il lui fit remarquer que les déclarations de Fieschi étaient accablantes et positives, et qu'il n'avait eu aucun intérêt à les faire, puisqu'on ne lui avait donné aucun espoir de grâce.

« Il a été évidemment dans votre intimité, continua M. le président, et à cet égard votre position est fort mauvaise par suite des dénégations que vous avez opposées dès le principe aux faits les plus avérés. » Ainsi vous avez prétendu ne pas connaître un homme qui vous avait été présenté par un ami fort intime, un homme qui entraînait chez vous tous les jours, qui y lisait les journaux, à qui vous avez donné à coucher plusieurs fois, que vous avez admis à votre table un jour que vous donniez à dîner à des personnages importants; qui a été tellement dans votre intimité, que vous lui avez fait connaître vos rapports avec le prince Charles de Rohan, et que vous avez consenti à lui rendre le service de proposer à ce prince de se charger de remettre une lettre qu'il écrivait en Suisse à M. Gustave de Damas. Tous ces faits, qui résultent de vos interrogatoires et de vos aveux, démontrent votre intimité avec Fieschi; ce Fieschi est l'auteur de l'horrible attentat du 28 juillet; il était sans ressources; on ne lui connaît de relations avec aucun autre individu que vous et Morey, qui ont pu lui fournir l'argent dont il avait besoin pour arriver à commettre cet attentat. Il déclare que vous, spécialement, lui avez fourni l'argent qui lui était nécessaire, et que vous avez été par conséquent dans la confiance de tous ses projets. En un tel état de choses, que pouvez-vous dire pour détourner de votre tête une accusation aussi puissante? Si vous avez été poussé à la conduite qui vous est imputée par d'odieuses conseils; si vous connaissez les individus dont la complicité, plus réelle encore que la vôtre, puisse vous soulager du fardeau qui pèse sur vous dans ce moment, vous devez le dire; vous devez le déclarer à la justice, dans l'intérêt de la vérité, et vous le devez aussi dans votre propre intérêt. »

Pepin persista dans son système de défense. Nous conserverons, autant qu'il sera possible, les termes dont il s'est servi: les mots sont des choses en pareil cas, et les habitudes de l'homme se retracent dans son langage.

Il déclara que, parmi les personnes qui le connaissaient, soit commercialement, soit en politique, il n'en était pas une qui pût dire qu'il était capable de tremper dans des affaires pareilles, et que ce n'était pas un père de famille comme lui qui irait bénévolement se jeter dans de telles entreprises; que la délation ne manquait jamais son effet; que les journalistes, pas plus que les autres, ne manquaient pas d'accuser tout le monde; qu'ainsi on avait forcé sa belle-mère, une femme de 70 ans, à signer une lettre pleine de mensonges, et qu'on était allé chez une autre dame de sa connaissance, à qui on avait dit qu'il était un carliste. Il protesta qu'on devait croire ce qu'il disait, car il défiait qu'on trouvât quelqu'un qui pût lui reprocher d'avoir fait un mensonge pouvant causer du tort à qui que ce soit. Il espérait que, plus tard, lorsqu'il serait de nouveau confronté avec Fieschi, il parviendrait à la faire se couper. Il lui semblait que si les propositions de crime, auxquelles il avait précédemment fait allusion, lui avaient été faites réellement, elles n'avaient pu l'être que par Fieschi; il ne disait pas pour cela que Fieschi lui en eût parlé; s'il lui en avait parlé, ce n'avait été qu'à mots couverts; à une époque déjà éloignée, il avait pu lui dire qu'il ferait quelque chose qui ferait parler de lui; et c'était alors que Pepin l'avait éliminé de sa maison. Fieschi aurait assassiné un homme pour cent sols; enfin si, dans un temps reculé, cet homme lui avait dit des choses BÉNÉVOLES comme cela, il ne savait pas alors que c'était Fieschi.

Pepin a fini par accuser Fieschi d'avoir été en relation avec un agent supérieur de la police, et d'avoir un jour proposé à Pepin de vendre aux journaux, à son profit, tous les secrets de la police, par le moyen de cet agent.

Ces ambages, ces détours, ces excursions épisodiques, loin de détruire les charges qui résultaient des déclarations de Fieschi, ne contenaient-ils pas autant d'aveux véritables que de dénégations apparentes? C'est ce que M. le président fit remarquer à Pepin. Il lui fit observer combien il pouvait paraître extraordinaire qu'après avoir soutenu longtemps ne pas connaître Fieschi, il convint à présent que cet homme lui avait fait des confidences d'une nature si intime. Pepin s'est borné à redire une fois de plus qu'il ne le connaissait pas sous le nom de Fieschi; qu'il ne le connaissait pas intimement; qu'il ne croyait voir en lui que Bescher; que ce malheureux avait profité de son bon cœur et de sa bonne foi pour s'introduire chez lui; qu'il avait sali sa maison au point qu'il n'oserait plus y rentrer. « Croyez-vous, s'est-il écrié, que si je l'avais connu, » il aurait mangé à la maison, le jour où M. Levaillant y était? encore, » personne ne l'avait invité; il est monté sur la fin du dîner, sans être engagé; il est effronté comme un page. »

Vous voyez, Messieurs, que Fieschi disait la vérité quand il se vantait d'avoir assisté chez Pepin au dîner que celui-ci avait donné à M. Levaillant, au D' Recurt, à Morey et à quelques autres. Depuis, Fieschi a rappelé à Pepin un propos qui aurait été tenu ce jour-là. Il paraîtrait que Pepin aurait demandé à M. Levaillant ce qui arriverait si le Roi venait à mourir. M. Levaillant répondit, suivant les principes monarchiques constitutionnels, que le prince royal lui succéderait. « Et si le prince royal périssait en même temps, reprit Pepin, qu'arriverait-il? »

ECHANGE DE LIVRES ENTRE PEPIN ET FIESCHI.

Fieschi a déclaré que Pepin lui avait prêté la brochure qu'il a composée pour sa justification, à l'occasion des événements de juin 1832; et plusieurs témoins ont déposé avoir vu en effet cet écrit entre les mains de Fieschi; en échange, Fieschi avait prêté à Pepin un volume in-12 des œuvres de Cicéron, latin-français. Ce volume a été retrouvé chez Pepin; il contenait le *Traité des Devoirs* (De Officiis). La fille Lassave a déclaré qu'elle avait vu chez Fieschi un volume intitulé *Biographie des Prêtres*; par Semidé, prêtre interdit, ami et compatriote de Fieschi; les *Œuvres de Saint-Just* et des volumes de Cicéron. Elle croit que ces derniers ne lui appartenaient pas, mais que le sieur Querini les lui avait prêtés. Elle a vu les volumes de Cicéron chez Fieschi, quinze jours avant le 28 juillet; elle a reconnu le volume saisi chez Pepin pour être un de ceux-là; elle s'est même ressouvenue d'avoir lu dans ce volume la vie de Cicéron.

RELATIONS HABITUELLES DE FIESCHI AVEC PEPIN.

Les commissionnaires qui se tiennent à l'entrée de la rue du Faubourg-Saint-Antoine, à la porte de Pepin, ont vu Fieschi chez Pepin, dans le commencement de l'été, environ pendant quatre semaines. Il y couchait quelquefois, dit l'un d'eux, car il sortait le matin avant l'ouverture de la boutique. Un de ces commissionnaires citait ses souliers, le matin; il a dit que Fieschi mangeait à la table de Pepin, et qu'il avait amené, dans un char-à-banc, la machine à broyer les couleurs de Pepin; il était présent quand on a placé cette machine; et il organisait cela. Après, quand il eut cessé de coucher dans la maison, il y venait et y mangeait encore; mais moins souvent; il y est venu ainsi et il y a mangé jusqu'à l'événement du 28 juillet. Un autre commissionnaire a confirmé le témoignage de son camarade, dans une déposition moins explicite.

Confrontés avec Fieschi, ils l'ont parfaitement reconnu. Pour confirmer leur témoignage, et prouver de plus en plus sa familiarité avec Pepin, Fieschi a dicté une description circonstanciée de la maison de Pepin, depuis le rez-de-chaussée jusqu'à l'étage supérieur, sans omettre une seule pièce, et en décrivant minutieusement les meubles qui y sont placés. L'exactitude de cette description a été vérifiée par un juge d'instruction qui a dressé un procès-verbal de l'état des lieux.

NOUVELLES CONFRONTATIONS DE PEPIN ET DE FIESCHI.

Trois autres confrontations, qui n'offrent rien de remarquable, ont eu lieu entre les deux accusés. Dans l'une d'elles Fieschi a dit: « Chez moi, il n'y a pas de juste milieu; j'ai commencé à dire toute la vérité; je continue, tant pis pour vous; j'ai gardé la négative quarante jours; ensuite je me suis débottonné. »

SOUÇON DE FIESCHI.

Lorsque Pepin a donné de l'argent à Fieschi il ne l'a jamais fait devant témoins. Fieschi a toujours cru que l'argent qui lui était remis venait de Pepin seul; cependant, quand il a vu venir le prince de Rohan, chez celui-ci, et quand il a entendu répéter par Pepin, ce qu'aurait dit un général, en parlant du Roi: « il n'y aura donc personne qui fasse tomber ce grelin-là! » Il a réfléchi que Pepin pouvait bien agir dans l'intérêt des carlistes; car le prince de Rohan était sans doute républicain comme Charles X, et les généraux sont tous, ou carlistes depuis que Napoléon n'est plus, ou amis du gouvernement, car les anciens généraux ne sont pas républicains. Il n'a point vu de généraux chez Pepin; mais après avoir réfléchi à tout cela, à ce général, au baron de Rohan, à la trainée de poudre, à Boireau, que Pepin avait mis dans la confiance, il s'est dit que Pepin était un homme lâche et sans cœur.

MÉMOIRE JUSTIFICATIF DE PEPIN.

Pepin a demandé qu'un mémoire justificatif qu'il avait rédigé fût joint au procès-verbal de confrontation.

Il commence, dans ce mémoire, par repousser de toute la force de son âme les fausses allégations de Fieschi, qui « ne sont fondées, dit-il, sur aucun fait, aucune preuve, et dont plusieurs sont des mensonges avérés. Il est dans sa destinée d'être en butte à de mensongères accusations. » En 1832, les faits les plus graves lui furent imputés, ils furent reconnus faux: ceux qui les avaient avancés ne voulurent pas se rétracter, et cependant contradictoirement aux rapports de deux généraux, appuyés par cinq ou six colonels et autres officiers, il fut prouvé que Pepin était l'officier de sa légion qui s'était le mieux montré pour le maintien de l'ordre; que pas un homme n'avait été blessé devant son domicile; que pas un boulet n'avait été tiré dans la rue qu'il habitait; que les fusils qui avaient été saisis chez lui et qu'il était chargé de délivrer aux gardes nationaux de sa compagnie étaient neufs et n'avaient jamais servi, et qu'il n'avait pu mettre le pistolet sur la poitrine d'un grenadier du 16^e régiment de ligne, puisqu'il était sans sarme. Plus tard, un ouvrier qu'il avait occupé pendant huit à dix mois et qu'il avait renvoyé pour cause d'infidélité, le dénonça comme détenteur d'armes et de munitions de guerre; deux fois il fut traduit en police correctionnelle, et deux fois il fut renvoyé de la plainte: le délateur qui l'avait si calomnieusement dénoncé subit en ce moment la peine de deux années d'emprisonnement, à laquelle il a été condamné pour vol domestique. « Garrot m'accusa, dit Pepin, parce que je l'avais renvoyé pour cause d'infidélité; Fieschi me désigne comme son complice, parce que je le renvoyai pour d'autres motifs. Il y a long-temps que des hommes à qui je n'ai jamais fait aucun mal, que je n'ai jamais connus, ont déclaré, en lieu public, qu'ils sauraient m'envelopper dans une mauvaise affaire et me perdre. Plus tard, un portefeuille rouge fut jeté sous un de mes comptoirs; il contenait des papiers séditieux, il a été remis à l'autorité en temps utile.

Pepin donne ici un aperçu de sa situation financière: il en résulte qu'il a des dettes. « Ainsi, continue-t-il, je suis sans argent à pouvoir disposer; je suis sans connaissances qui puissent m'en procurer, sans ramifications au dehors ni en France. Bescher, dit Fieschi, n'a pas dû mettre à exécution son fatal projet sans espoir d'une forte récompense, et je n'étais pas en position de fortune pour pouvoir la lui offrir. Père d'une nombreuse famille, je n'aurais d'ailleurs aucun intérêt à un changement de gouvernement: mes capacités sont restreintes aux affaires commerciales et industrielles. Quels motifs m'auraient donc porté à me rendre complice d'un acte aussi cruel? On n'a jamais fait d'un mouton un tigre, d'un homme de bien un misérable. Quatorze années d'un commerce honorable et laborieux répondraient à dix calomnieux comme Bescher ou Fieschi. Au surplus, où sont mes conseils, mes adhérens? il n'y en a point. Je suis sans ramification avec aucune société politique; on trouva mes armes de la garde nationale... et on veut me faire passer pour un chef de conspiration.... Je prouverai, par l'attestation des commerçants ou industriels honorables, que mes antécédents sont ceux d'un homme d'honneur, de moralité et de vertu; que j'ai toujours fait le bien et jamais le mal; que j'ai secouru mes concitoyens dans le malheur, tant que je l'ai pu... Dans ma conviction, on profite de ma faiblesse, du malheur de mes injustes persécutions antérieures, pour me faire servir de plastron pour dénigrer une conviction générale. »

On ne peut lire ces lignes sans éprouver un sentiment douloureux, sans ressentir une pénible inquiétude. Un père de famille industriel, d'un tel caractère et dans une telle position, aurait-il été entraîné, en effet, par l'égarément des passions politiques, qu'il qualifie de conviction générale, jusqu'à préméditer longuement, jusqu'à combiner froidement le massacre et l'assassinat, pour faire triompher ses principes et renverser le gouvernement de son pays? Ou bien, l'homme qui, après avoir prémédité et exécuté ce forfait, a d'abord mis tant d'énergie et de constance à éloigner de ses amis les soupçons que des circonstances accusatrices faisaient planer sur eux, saisi encore une fois du vertige du crime, vient-il tout-à-coup, en les chargeant, s'entourer, à plaisir, de nouvelles victimes et commettre un autre attentat, non moins horrible que le premier, comme il l'a reconnu lui-même? C'est le problème qu'il s'agit de résoudre.

PROPOSITION DE VENDRE LES SECRETS DE LA POLICE AUX JOURNAUX.

Pepin est revenu sur la proposition de vendre les secrets de la police aux journaux, par le moyen des accointances qu'avait Fieschi avec des agents de police, qu'il prétend lui avoir été faite par ce dernier; il a insisté sur les rapports habituels de Fieschi avec ces agents. Fieschi est convenu qu'il avait fait des mensonges de cette nature pour se rendre agréable à Pepin; et il a présenté l'avidité de celui-ci à saisir toutes les occasions de servir les journaux de son parti, le *Réformateur* surtout, car il parlait peu du *National*, et son empressement à se mettre incessamment en hostilité avec la police, comme une nouvelle charge contre Pepin.

DERNIERS MOTS DE PEPIN.

Pepin a demandé à n'être plus confronté avec Fieschi. Il a terminé son dernier interrogatoire en disant: « Je plains Fieschi, par cela même qu'il m'a accablé d'injustices. Si je l'ai, interpellé, ça été pour ma justification; par cela même qu'il est injuste à mon égard, je ne veux point agir de même avec lui, et jouer tout à la fois les rôles de prévenu et d'accusateur. Quant à présent, je n'ai point d'interpellations à lui faire.... Je ne connais pas la portée des mots quand il s'agit d'accusation, et si dans mes réponses quelque chose peut me nuire, c'est par défaut de connaissance, et dans l'hypothèse où je me trouve, » on parviendrait peut-être à faire d'un innocent un coupable. »

DESSIN SAISI CHEZ PEPIN.

On a saisi chez lui un dessin fort grossier, mais qui semble indiquer les principaux linéaments de la machine infernale. Ce dessin lui a été représenté; il n'en avait conservé aucun souvenir; il l'a attribué à la fantaisie ou au caprice de ses enfants.

POSITION DES DEUX ACCUSÉS.

Vous voyez, Messieurs, quelle est la position respective des deux inculpés. Fieschi, toujours positif, affirme sans cesse. Pepin, toujours incertain, nie sans précision et avec la mollesse d'un caractère craintif et irrésolu.

Selon Fieschi, Pepin a connu dès l'origine le projet coupable de l'auteur de l'attentat; il l'a encouragé à le commettre, il lui en a fourni les moyens; il en aurait facilité l'exécution: c'est la seule crainte de passer pour un lâche aux yeux de Pepin et de Morey, et de violer l'engagement qu'il aurait pris avec eux, qui l'aurait empêché de désertir son infernale entreprise.

Selon Pepin, tout est faux dans ces imputations. Il n'a connu Fieschi que comme un infortuné, persécuté pour ses opinions et poursuivi pour délits politiques, et ce genre de malheur a éveillé toutes ses sympathies; il l'a secouru comme tant d'autres, sans le connaître, et les services qu'il lui a rendus sont le seul crime dont il puisse s'avouer coupable.

Les circonstances matérielles alléguées par Fieschi à l'appui de ses accusations sont presque toutes confirmées par l'instruction; mais les charges les plus graves ne reposent que sur ses propres assertions. Vous aurez à juger si, corroborées comme elles le sont par la vérité démontrée de cette partie importante de ses déclarations, elles suffisent pour rendre probable la complicité de Pepin et pour faire présumer qu'il se

soit constitué le bailleur de fonds d'une entreprise si audacieuse? Mais si ce n'est pas lui, qui donc aurait fourni à Fieschi les moyens d'y subvenir? Comment la fable de Fieschi se lierait-elle si bien à ces faits avérés? Comment expliquerait-elle si exactement ce qui était inexplicable avant qu'il eût parlé?

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES SUR BOIREAU.

Victor Boireau, ouvrier ferblantier, est né à La Flèche, département de la Sarthe, le 5 novembre 1810. Il a été ouvrier à Lyon, chez un ferblantier nommé Carle. On dit qu'il a été chassé de Lyon par les compagnons du Devoir, avec lesquels il était associé, parce qu'il avait détourné des fonds appartenant à la société, dont on lui avait confié la gestion. Il a repoussé cette inculpation, et par quelques explications plausibles il a rendu compte du fait, innocent en soi, qui pouvait y avoir donné lieu. Divers renseignements l'avaient signalé comme ayant appartenu à la société des Droits de l'Homme; on a assuré qu'il faisait partie de la section Louvel; il a dit qu'il avait voulu entrer dans cette société, mais qu'il n'en avait jamais fait partie. Il fréquentait le café Périmet; ses opinions républicaines sont constantes.

FAITS RELATIFS A BOIREAU; SES INTERROGATOIRES.

M. le rapporteur entre dans l'exposé de la partie de l'instruction relative à Boireau. Comme la plupart de ces faits sont déjà connus, nous nous bornerons à ceux qui n'ont pas encore été rapportés.

Dans son quatrième interrogatoire, Boireau a persisté à soutenir que Suireau était un menteur qui avait une vengeance contre lui; mais il lui est échappé de dire que s'il avait indiqué l'Ambigu comme le lieu où il devait y avoir un coup, c'est que toutes les fois qu'il y a eu quelque émeute, c'est de ce côté-là; j'ai pu dire à Suireau de détourner son père d'aller de ce côté-là, parce que c'est de ce côté-là que les émeutes éclatent ordinairement. C'est ce misérable qui est détenu, et que je ne connais pas sous le nom de Fieschi, qui m'a dit que les carlistes voulaient faire un coup et que les patriotes devaient se tenir prêts. J'avais de l'estime pour lui, parce qu'il était souvent avec Salis, Janot et Auffray, tous amis que j'estime beaucoup. Ce propos de Fieschi accusant les carlistes, selon Boireau, de l'événement qui se préparait pour l'anniversaire des journées de juillet, ne coïnciderait-il pas avec la précaution qu'il avait prise de se procurer l'image du duc de Bordeaux? N'était-il pas la suite d'un système tendant à faire prendre le change à l'autorité sur le but que se proposait l'auteur ou les auteurs de l'attentat; et à l'imputer à un parti, tandis qu'un autre parti, après l'avoir préparé, en profiterait?

Boireau est convenu que, le mardi matin 28 juillet, il n'était point allé à l'atelier, quoiqu'il eût été décidé qu'on y travaillerait ce jour-là jusqu'à deux heures; il voulait voir la revue, attendu, avait-il dit dans son premier interrogatoire, que cela était très essentiel. Il a suivi le boulevard jusqu'à la rue du Temple. Il paraît qu'en ce lieu-là il aurait rencontré l'ouvrier lampiste Joulain, qui lui aurait demandé s'il ne voulait pas venir voir avec lui le passage du Roi; Boireau lui aurait répondu: « Je me f... bien du Roi! ou d'autres paroles offensantes pour le Roi! » Alors Joulain aurait répliqué: « Vous avez donc de mauvaises intentions? » et Boireau de s'écrier: « Vous! vous êtes juste-milieu parce que vous ne connaissez pas vos droits! »

Boireau a reconnu qu'il voyait habituellement Fieschi à l'atelier du sieur Vernert, et quelquefois rue Saint-Jacques, dans un hôtel garni où demeurait Salis: il savait très bien que Laurence Petit était la maîtresse de Fieschi. Mais il prétend n'avoir point dit qu'il était instruit d'un projet qui aurait existé d'assassiner le Roi sur la route de Neuilly; il a affirmé n'en avoir jamais rien su que ce qu'en avaient dit les journaux; c'est d'après le récit qu'ils en avaient fait qu'il en a causé avec ses camarades. Il pense que lorsque Fieschi lui a dit qu'il fallait que les patriotes se tinssent prêts parce que les carlistes voulaient faire un coup, ce n'était pas pour proclamer la république, mais, si le gouvernement était renversé, pour empêcher qu'on ne détruisit la révolution de juillet. « Je suis un républicain, a-t-il ajouté, mais je ne suis pas un assassin; je suis un républicain honnête. »

Boireau avoue qu'il voit souvent qu'il ne faudrait, et qu'il est une excellente pratique pour un certain marchand de vin de la rue Richelieu. Il nie toute intimité avec Fieschi; il soutient d'ailleurs qu'une telle intimité serait loin d'entraîner nécessairement la complicité de son crime. « Je suis très lié avec ma sœur, dit-il; si elle commettait un crime, je ne serais pas pour cela complice de son crime. Il a toujours persisté à soutenir qu'il ne connaissait pas Fieschi sous le nom de Girard. Il a nié avoir procuré un foret à Fieschi.

DÉCLARATION DE SUIREAU. — PROPOS DE BOIREAU, LE 27 JUILLET.

Le 27 juillet, dans l'après-midi, Suireau sut de Boireau qu'il n'était point allé, ainsi qu'il l'avait dit d'abord, percer des trous à l'hôtel d'Espagne avec son foret, mais bien à leur affaire ou à leur machine: il s'est certainement servi de l'une ou de l'autre expression. Suireau, auquel il venait de faire connaître que l'affaire devait se passer sur le boulevard du Temple, ayant remarqué qu'il avait fait une bien longue course en peu de temps, il répondit qu'il avait pris un cabriolet, et il déclara que s'il voulait aller déclarer à M. Gisquet tout ce qu'il savait, il aurait tout ce qu'il voudrait. Le premier commis du sieur Vernert, Massé, étant entré dans l'atelier, et trouvant les deux jeunes gens occupés à causer, leur dit: « Travaillez donc. — Qu'ai-je à faire de travailler! reprit Boireau, » quand Massé fut parti: j'aurais peut-être demain plus de cent mille francs. » Il quitta l'atelier à sept heures du soir et dit à Suireau qu'il allait monter à cheval, sur le boulevard, pour la répétition de la machine; qu'il serait avec un autre; qu'il irait au pas, au trot, au galop; qu'il devait prendre des chevaux dans une écurie dont le maître avait laissé la clef, pour le cas où il ne s'y trouverait pas. D'après ce que disait Boireau, l'homme qui devait prêter les chevaux était un épicier. Le lendemain matin, Boireau dit à Suireau: « Nous sommes sûrs de notre affaire. »

Cette déclaration a été confirmée par le sieur Suireau père, qui, à ce qu'il paraît, a déterminé son fils à la faire et a exigé qu'il minutât ses souvenirs, par écrit, avant de déposer de nouveau. Cette minute a été mise sous les yeux du juge d'instruction qui a reçu la déposition; mais ce magistrat n'a tenu note au procès-verbal que des déclarations verbales d'Edouard Suireau. Elles ont été renouvelées par Edouard Suireau devant M. le président.

CONFRONTATION DE BOIREAU AVEC SUIREAU.

Boireau a été confronté avec Edouard Suireau. Celui-ci a confirmé devant lui la vérité de toutes ses déclarations. Boireau a soutenu imperturbablement qu'elles étaient mensongères; il a également protesté que c'était faussement qu'on lui imputait des propos inconvenants contre la personne du Roi: « J'ai mes idées, a-t-il dit, mais personne ne pourra jamais dire qu'on m'ait entendu mépriser le Roi ou blasphémer contre lui, et M. Vernert qui partage les idées du gouvernement et qui estime le Roi comme personne, ne m'aurait pas accordé la confiance qu'il m'avait accordée si j'avais été un exalté. »

FORET DE BOIREAU.

M. de Pontcharra, lieutenant-colonel d'artillerie, a été chargé de faire l'examen, en qualité d'expert, du foret que Boireau avait emporté du magasin du sieur Vernert, et des canons de fusil de la machine infernale, afin de reconnaître s'il a été possible de percer des lumières à ces canons avec cet outil, et pour combien de canons il peut avoir servi à cet usage, avant d'être hors de service. Il a déclaré sous la foi du serment, après avoir soumis le foret et les canons de fusil à une expérience fort ingénieuse, que, sans pouvoir assurer que le foret, qui lui a été représenté, a percé les lumières d'un certain nombre de canons de la machine infernale, il est possible que ce foret en ait percé plusieurs, et qu'après avoir visité les culasses des canons de ladite machine, il pense que cet outil a, au moins, servi à percer la lumière du canon, n^o 16, et que c'est en terminant cette opération que le foret a été mis hors de service.

Fieschi, examinant le canon de fusil sur lequel il paraît que s'est émoussé le foret et la trace qu'y a laissée cet outil en s'émoussant, et

(Voir le supplément.)

comparant sa cassure avec la brèche qui se trouve sur la culasse, a déclaré qu'il s'assurait très positivement, par le rapprochement de ces différentes pièces, que le foret actuellement représenté était le même que Boireau lui avait prêt; il a déclaré, en outre, qu'il était allé chercher le foret rue Quincampoix, chez Boireau, avant dix heures du matin; il lui avait été promis la veille au soir. Il croit se souvenir d'avoir rendu le foret à Boireau, rue Quincampoix, vers midi ou une heure.

DERNIÈRE CHARGE CONTRE BOIREAU.

Fieschi a déclaré que c'était chez un entrepreneur en serrurerie, nommé Pierre, demeurant rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 65, qu'il avait fait exécuter la barre de fer, ou de forte tôle, au moyen de laquelle il se proposait d'assujettir les culasses, des canons de fusil de sa machine. Il n'est pas allé seul chez ce serrurier; il était avec le sieur Michel Décle ou avec Boireau. Il croit plutôt que c'était avec Boireau.

On a entendu le sieur Pierre, la dame Pierre, les sieurs Ramé et Boursaint, ouvriers du sieur Pierre, et le sieur Brasch, son apprenti. Il résulte de leurs dépositions que le dimanche 26 juillet, deux hommes sont venus dans la boutique de ce serrurier pour commander une plaque de tôle; ils ont d'abord parlé à la bougeoise; ils ont marqué avec de la craie, sur une pièce de tôle, la longueur et la largeur de la plaque; ils se sont passés la craie l'un à l'autre; l'un d'eux, celui qui était le plus âgé, disait à l'autre: « Tu vois bien que ça ne sera pas bien comme ça. » Il semblerait que ces deux hommes présents dans la boutique auraient pris une part égale à la commande dont il s'agit, et que Boireau, qui a été parfaitement reconnu par Ramé, et la dame Pierre, aurait su à quel usage était destinée la barre de fer que Fieschi commandait. Celui-ci a persisté à nier comme toujours qu'il ait parlé de sa machine à Boireau, et s'est efforcé de tout concilier en disant que Boireau était causeur de sa nature, qu'il aimait à se donner de l'importance, et qu'en voyant le papier sur lequel Fieschi avait tracé le dessin de la barre de fer, il avait bien pu concourir à expliquer avec lui comment elle devait être faite, quoiqu'il en ignorât la destination. Fieschi pense que Boireau n'a su l'existence de la machine que le lundi 27 juillet au soir; au moins est-ce la première fois qu'il en a parlé à Fieschi, et Fieschi assure ne lui en avoir jamais rien dit. C'est alors que Boireau, quand ils sortirent ensemble du café des Mille-Colonnes, lui demanda à la voir; Fieschi n'y consentit pas. Nous devons ajouter ici que Fieschi a été reconnu par tous les témoins, qui ont également reconnu la barre de fer de la machine.

Dans sa confrontation avec le serrurier Pierre, sa femme et ses ouvriers, Boireau est convenu qu'il était allé avec Fieschi dans cette boutique, le dimanche 26 juillet, et il a même rappelé diverses circonstances qui se seraient passées en sa présence, et différentes paroles qu'il aurait dites; il est ensuite revenu sur ces aveux, qui lui étaient échappés; il ne s'est pas contenté de dire, comme il l'avait fait d'abord, qu'il ne savait pas à quel usage la plaque de tôle était destinée et de soutenir qu'il avait dit chez le serrurier que c'était pour une croisée; il a nié complètement avoir accompagné Fieschi dans la boutique du sieur Pierre. Vous apprécierez le mérite de cette dénégation.

FAITS GÉNÉRAUX.

Après avoir analysé la partie de l'instruction relative au nommé Bescher, auquel on impute d'avoir procuré un faux passeport à Fieschi pour mener sa fuite, et avoir rappelé en peu de mots les principes de la compétence de la Cour, M. le rapporteur continue en ces termes:

« Il nous reste à vous rendre compte des renseignements généraux recueillis par l'instruction sur un certain nombre de faits, qu'au premier coup d'œil, un rapport de similitude semblait rattacher à l'attentat du 28 juillet. On a souvent remarqué que les événements de cette nature sont toujours accompagnés de quelques-uns de ces signes précurseurs dont l'explication ne saurait être complètement donnée, et qui s'échappent en quelque sorte, l'expérience de tous les temps le démontre, de l'atmosphère ténébreuse au milieu de laquelle se trament ces complots funestes, ces odieux et sinistres attentats dont le monde est parfois épouventé. Mais ces faits, plus ou moins fugitifs, sont peu susceptibles de cette démonstration exacte vers laquelle doivent toujours tendre les investigations de la justice; ils sont presque toujours enveloppés d'une sorte de vague qui sert quelquefois à les grossir dans l'opinion, mais qui commande aussi au magistrat une rigoureuse circonspection dans les conséquences qu'il lui est permis d'en tirer. Cependant ces faits ne doivent point être complètement dédaignés, surtout par vous, Messieurs, qui êtes placés si haut dans la sphère des pouvoirs publics. S'ils ne sont pas de nature à être incriminés, s'ils ne servent point de preuves à d'autres faits mieux établis, ils peuvent du moins être considérés comme des symptômes remarquables de l'époque et de la situation. »

SYMPTÔMES DE COMMOTION POLITIQUE À L'ÉTRANGER.

Que si nous portons nos regards hors de la France, tout semblait annoncer, aux approches des journées de juillet, que l'on redoutait pour cette époque une grande commotion politique. A Francfort-sur-le-Mein, les autorités municipales ont, le 28 juillet, appelé l'attention de l'autorité militaire sur certains rumeurs qui pouvaient plus tard rendre leur concours nécessaire. En Suisse, dans le grand duché de Bade, en Belgique et même à Munich, on s'attendait, pour la même époque, à une vaste conflagration, dont le crime du 28 juillet aurait été le signal et l'évasion des prisonniers de Sainte-Pélagie le prélude. A Gènes, les bruits les plus sinistres avaient cours depuis le commencement de juillet; le 24 juillet, on disait ouvertement à la Bourse de cette ville que le Roi des Français avait été attaqué. A Malaga, le bruit de la mort du Roi, qui aurait péri victime d'un assassinat, fut répandu dès le 17 juillet; et il est remarquable qu'au mois de novembre 1832, la nouvelle d'un attentat contre la personne du Roi y avait été donnée bien avant que l'on eût pu apprendre par les voies ordinaires l'attentat du pont royal. A Rome, un ordre du jour de la société de propagande de la Jeune Italie, intercepté par l'autorité publique, annonçait que les journées de juillet verraient tomber le tyran de la France et commencer la régénération de l'Europe; l'incendie devait s'allumer en Italie pendant les fêtes héréditaires que l'on célèbre à Florence. Tel est le résultat de la correspondance des agents diplomatiques et commerciaux de la couronne de France dans les pays étrangers.

INDICES DE COMMOTION À L'INTÉRIEUR. — ARTICLES DE JOURNAUX.

Au-dedans, les journaux des deux partis hostiles au gouvernement contenaient des articles dont le ton, en quelque sorte prophétique, avait dû exciter au plus haut degré l'attention publique et la sollicitude de l'administration.

Dans les départements, la Gazette de Metz, dans son n° 661, en date du 27 juillet, commençait un de ses articles par ces mots: « Pour la cinquième, et probablement dernière fois, les ex-glorieuses et mémorables vont être célébrées à Paris. » On lisait dans le n° 59 de l'Industriel de la Meuse, en date du 28 juillet, les lignes suivantes: « On continue à dire que Louis-Philippe sera assassiné, ou plutôt qu'on tentera de l'assassiner à la revue du 28 juillet. Ce bruit a sans doute pour but de déterminer sa bonne garde nationale à venir, nombreuse, le 28 juillet, de ses baïonnettes. » Cet article venait du bureau de la correspondance politique des journaux, établi à Paris place de la Bourse, et dirigé par M. de Gouves de Nuncques. Il convient de dire, toutefois, que la Gazette de Metz, qui a rapporté, dans son n° du 31 juillet, l'article de l'Industriel de la Meuse que nous venons de citer, en annonçant dans son n° du 29 le crime du 28 juillet, le flétrit comme l'acte d'un odieux fanatisme.

La correspondance des commandans-militaires et des procureurs-généraux faisait connaître que les ennemis du gouvernement semblaient avoir été prévenus à l'avance du crime du 28 juillet; que dans une des grandes villes du midi, par exemple, plusieurs personnes dont les opinions hostiles étaient bien connues, et qui habituellement ne quittaient pas leurs maisons de campagne pendant la célébration des fêtes de juillet, étaient venues en ville à l'occasion de cette solennité. Dans les arrondissemens de Beaupréau et de Laval, le bruit de la mort du Roi circulait sourdement, dès le 27 juillet, parmi les gens de la campagne.

De toutes parts, au reste, beaucoup de propos émanés de toutes les nuances des divers partis opposés au gouvernement, ont été rapportés comme ayant annoncé d'avance, en divers lieux, ce qui est arrivé le 28

juillet. Mais selon la judicieuse remarque d'un procureur-général, comme presque tous les journaux de Paris donnaient chaque jour des indications plus ou moins formelles, sur divers complots ourdis et découverts contre la vie du Roi, et spécialement sur des attaques qui auraient été projetées, à l'aide d'une machine infernale, sur la route de Neuilly; comme les allusions au danger qui menaçait sa personne durant les fêtes de juillet, étaient fréquemment répétées dans plusieurs des petits journaux, il est à présumer que les discours que l'on a signalés n'étaient que le retentissement de ces élucubrations quotidiennes, et que les factions ennemies, toujours alertes et toujours malveillantes, sans être de connivence avec les auteurs du crime, se tenaient en mesure d'en recueillir l'héritage et d'en exploiter les désastreux résultats.

A Paris, le journal intitulé La France, dans son n° 209, en date du 28 juillet, terminait ainsi qu'il suit un assez long récit de ce qui s'était passé durant la journée du 27: « Voilà l'aspect fidèle qu'a offert toute la journée la fête que, par une amère parodie, le programme appelle la fête des Morts. Peut-être est-ce la fête des Vivans, à qui, par compensation, il est réservé de nous offrir le spectacle d'un enterrement: nous verrons bien cela demain et après-demain. » L'auteur de l'article a soutenu, en l'expliquant, qu'il avait voulu seulement dire que les réjouissances des 28 et 29 juillet, quelque brillantes qu'on les eût préparées, ne répondraient pas à ce qu'on en attendait; que ce seraient de tristes fêtes, qui seraient gaies comme un enterrement.

Le journal le Couraier, dans son numéro du 28 juillet, imprimé et distribué avant l'attentat, avait parlé, à propos de la revue qui devait avoir lieu ce même jour, de la conjonction sur la place Vendôme du Napoléon de la paix et du Napoléon de la guerre, et de l'éclipse du premier. Le directeur du journal a protesté qu'il n'y avait là qu'une allusion, dans le sens de l'opposition de son journal, à la présence du Roi au pied de la statue de Napoléon, et que nulle pensée coupable n'avait pu entrer dans l'esprit de l'auteur.

Le National de 1834 avait aussi son article prophétique le 28 juillet; il était conçu dans les termes suivans: « Il y a donc à se réjouir pour tout le monde dans l'anniversaire du 28 juillet. Que ceux qui ne seraient jamais parvenus au gouvernement de leur pays sans le renversement de la branche aînée se réjouissent, c'est fort naturel; mais que d'autres, en bien plus grand nombre, trouvent dans les magnifiques souvenirs du grand jour de la grande semaine la certitude que l'Avenir leur appartient, c'est aussi très naturel. Remercions donc le gouvernement de ce qu'il a bien voulu dépenser 200,000 francs pour témoigner sa joie d'être au monde. Le peuple, appelé à jour du spectacle des revues, des illuminations et des feux d'artifice, sera heureux d'avoir procuré à un ordonnateur de la fête une joie sincère, et il lui sera permis peut-être, en se séparant demain soir, de leur rappeler le 28 juillet comme une grande leçon. »

Le rédacteur en chef de ce journal, expliquant ce passage, a déclaré que, dans la politique du National, il n'y avait jamais eu un mot dont aient pu s'autoriser les passions fanatiques qui auraient pu chercher à résoudre par l'assassinat les difficultés de notre situation politique; qu'au surplus, il ne s'est rien passé, en juillet-1830, qui ressemblât à l'acte épouvantable du 28 juillet 1835; qu'on n'avait point dirigé de machine infernale sur Charles X, et que conséquemment, dire que juillet 1830 avait été un enseignement pour les ordonnateurs de la fête de 1835, ce n'était nullement les menacer de l'horrible guet-à-pens qui est survenu. Il a ajouté que, s'il avait eu le plus petit soupçon de pareille chose, il se serait cru obligé d'en avertir l'autorité.

CONCLUSION À L'ÉGARD DES JOURNAUX.

Ce qui vient d'être exposé sur le langage des journaux, dans un moment où toutes les investigations, où toutes les précautions étaient commandées par la grandeur du péril que le monarque venait de courir, explique suffisamment les mesures que l'administration a cru devoir prendre à leur égard; mais il n'a pas semblé à votre président qu'il fut possible d'induire des différens articles qui viennent d'être rappelés une participation quelconque au crime contre lequel l'instruction était dirigée; il n'a dû être donné aucune suite aux mandats décernés à cette occasion: il appartenait à la juridiction ordinaire de poursuivre ces articles, si elle les jugeait répréhensibles. C'est ainsi que l'un des journaux qui avaient été, dans les premiers momens, l'objet des mesures préventives ordonnées par l'administration, est retombé depuis sous le coup de cette juridiction, qui a dû statuer à son égard.

RÉUNIONS RÉPUBLICAINES.

Des réunions républicaines ont été signalées dans les environs de Paris le 27 juillet et jours précédens, mais les recherches auxquelles ces avertissemens ont donné lieu n'ont rien produit d'assez positif pour qu'il fût nécessaire de s'en occuper davantage.

L'instruction avait à la fois pour but d'arriver, s'il était possible, à la connaissance des auteurs du crime et des motifs qui avaient pu porter ceux-ci à commettre une si abominable action; les recherches ont dû s'arrêter là où, judiciairement parlant, il n'y avait plus de motifs suffisans pour les prolonger.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LE CARACTÈRE POLITIQUE DE L'ATTENTAT.

Nous n'avons rien omis, dans le cours de ce rapport, de ce qui pouvait vous mettre à portée d'apprécier les intentions de celui ou de ceux qui avaient commis l'attentat. Le but en était certain, c'était le meurtre du Roi, et, en quelque sorte, l'extinction de sa race par l'assassinat simultané de l'auguste chef de la famille royale et de ses trois fils aînés, tous également dévoués aux régicides atteintes de la machine infernale.

Mais si l'on demande quelle faction devait, selon les apparences, exploiter l'anarchie dont un tel massacre devenait le signal, au profit de quel parti on aurait allumé la guerre civile au sein de la capitale et ébranlé jusque dans ses fondemens l'ordre social et le sol de la patrie, l'instruction répondra en faisant connaître la profession de foi de ceux des inculpés qui ont une foi politique, en rappelant leurs attaches, leurs liaisons, leur affiliation à la Société des Droits de l'Homme.

Ici, les faits viennent révéler au grand jour les conséquences de certaines doctrines; ils disent hautement jusqu'à quel point l'habitude des associations secrètes peut familiariser avec les complots; quel esprit d'hostilité flagrante entretient, contre les institutions qui nous protègent, ces organisations occultes, sortes de conspirations ou au moins de protestations permanentes contre la société elle-même; ils révèlent la dangereuse action de ces contre-gouvernemens mystérieux, qui minent sourdement le respect dû aux pouvoirs publics et aux lois de l'Etat par une contre-législation; ils mettent au grand jour les funestes effets de ces déclamations journalières qui attisent les mauvaises passions, ou au moins les sentimens jaloux et envieux de ceux qui sont destinés, par les conditions inséparables de toute civilisation, à ne trouver que dans un travail assidu leurs moyens d'existence et ceux de leur famille.

Sans doute tous les hommes qui se vantaient naguère de leurs opinions républicaines désavouent unanimement l'attentat du 28 juillet et ses auteurs; ils ont toujours protesté qu'ils tendaient à leurs fins par des voies d'une nature bien différente, et qu'ils n'avaient en vue que ces révolutions pacifiques qui s'opèrent par la persuasion et le progrès de l'opinion. Mais peuvent-ils donc oublier qu'il est impossible de propager des doctrines éversives de l'ordre établi sans provoquer de vives résistances, que des discussions on passe bientôt aux combats, qu'à l'esprit de propagande ne tarde pas de succéder l'esprit d'intolérance et de persécution, qui dicte des crimes pour assurer le triomphe des convictions qu'il impose, et qui transforme bientôt en crimes les convictions opposées aux siennes! Alors fondent sur les nations ces réactions sanglantes qui les déchirent tour à tour en sens contraire.

Il serait sans doute possible de diré sur un premier aperçu que le résultat de l'instruction que vous avez ordonnée ne satisfait pas pleinement la raison. Pour expliquer complètement une si atroce violation de toutes les lois divines et humaines, on serait naturellement porté à transformer en certitude des hypothèses plus ou moins plausibles, à vouloir que le résultat de la procédure instruite fût de démontrer d'une manière absolue l'existence de l'une ou de l'autre de ces hypothèses; que si elle

ne prouve pas que l'attentat du 28 juillet soit l'œuvre individuelle du fanatisme politique, exalté jusqu'au dernier degré du délire dans un esprit pervers, ou d'un profond sentiment de haine ou de vengeance, transformé en passion furieuse dans un cœur dépravé, il semble qu'elle devrait alors établir qu'il est l'œuvre combinée de toutes les forces réunies d'une faction ou d'un parti portant l'esprit d'association dans le crime, et conspirant de concert le renversement de l'ordre établi!

On comprend difficilement, en effet, qu'un tel forfait ait pu être comploté entre trois ou quatre hommes obscurs, dont deux ou trois seulement, connus par l'ardeur de leurs opinions, auraient appartenu à une société fameuse; tandis que, de tous, le plus puissant en intelligence, le plus énergique en volonté, à peu près dénué de passions politiques, n'était mû que par un désir insensé de bouleverser l'ordre établi, et de se faire un grand nom et une petite place sur les ruines de la monarchie. On a peine à s'expliquer que tout parte de ce cercle étroit et y aboutisse, qu'aucune ligne de communication ne puisse être légalement tirée entre ceux qui se sont faits les ennemis de nos institutions et de nos lois, qui s'en déclarent hautement les adversaires, et ceux qui en préméditent le renversement par le feu et le sang.

Toutefois, quand on jette un coup d'œil autour de soi, l'étonnement se dissipe; ce qui n'aurait pas été admissible, à une autre époque, s'explique par la situation de la société telle que nous l'ont faite de si grandes commotions politiques. L'audace des doctrines, le désordre des esprits, éclairent sur la possibilité d'un semblable phénomène.

Tout fanatique qui comploté un grand attentat n'a-t-il pas, en effet, des motifs assez plausibles pour se croire sûr, même sans aucun concert préalable, d'avoir derrière lui de nombreux auxiliaires? Comment ne compterait-il pas, en cas de succès, sur le concours de tous ceux qui, se constituant systématiquement les défenseurs de la rébellion et de la révolte, prétendent que les opinions politiques ont le droit de se produire dans les rues et sur la place publique, les armes à la main; et qu'en déchirant ainsi le sein de la patrie, en violant outrageusement les lois et en se baignant dans le sang des citoyens, les champions de ces opinions combattent cependant sous la protection d'une sorte de droit des gens; qu'ils peuvent être vaincus par la force publique, mais qu'ils ne sont pas justiciables des Tribunaux du pays, qu'ils doivent être considérés comme des prisonniers de guerre, et traités comme tels, et non comme des perturbateurs du repos public! Comment supposerait-il que ceux-là désavoueraient tel ou tel mode d'assassinat ou de massacre, qui ont applaudi au meurtre des soldats et des citoyens armés pour le maintien de l'ordre public, du trône constitutionnel et de la Charte!

C'est ainsi que, même à leur insu, l'aveuglement de l'esprit de parti, et l'entraînement des doctrines politiques, provoquent les plus grands désordres et attirent sur la société les plus grands malheurs.

Ce qu'on appelle l'enseignement politique de certaines sectes nous aurait-il donc conduits à ce point que quelques hommes peuvent méditer une révolution pour recouvrer une place de piqueur dans les travaux publics!

En mettant en oubli cette maxime tutélaire de la tranquillité publique dans la monarchie, que le Roi ne meurt jamais; en considérant comme viagère cette institution immortelle de la royauté, on compromet le repos et la sûreté de chaque citoyen, autant que les jours même du monarque. Il est temps de revenir à d'autres principes, et tout nous donne lieu d'espérer que les leçons de l'expérience ne seront point perdues.

On apprendra aussi, nous avons lieu de l'espérer, à concilier ce qu'on appelle la religion du progrès avec le respect et l'obéissance qui sont dus aux lois existantes. On comprendra que le perfectionnement de ces lois, que le développement des institutions est l'œuvre successive du temps et de la progression lente des idées; il faut que les changemens désirables naissent, en quelque sorte, du consentement général de tous les esprits, soient appelés par les mœurs et consommés dans l'opinion avant de passer dans les lois. On se convaincra que la constitution de l'Etat ne peut être remise en question tous les jours, sans que l'intérêt même de l'Etat ne soit compromis; et que c'est seulement sous l'égide de cette constitution, et grâce aux libertés qu'elle nous garantit, à la sûreté qu'elle nous procure, que le bien peut naître du bien et un ordre meilleur de l'ordre actuellement existant; que l'exercice, fréquemment répété par le peuple, du pouvoir politique que l'on réclame en son nom, incompatible avec la prospérité nationale, finirait par être destructif de l'usage légal des droits politiques des citoyens; que la liberté véritable ne peut exister que sous la tutelle des lois; que la violence appelle la violence, et qu'il n'y a pas de pire oppression que celle qui se produit au nom de la liberté.

Mais une pensée consolante s'offre à nous; déjà l'attentat du 28 juillet a réuni toutes les âmes honnêtes dans une horreur commune pour un crime si odieux. La noble attitude du Roi, son courage et sa modération dans un si grand péril, envisagé d'un œil à la fois si calme et si ferme, ont commandé le respect à tous et victorieusement répondu à de méprisables offenses. Tous les hommes sages, ralliés à la monarchie constitutionnelle que les factions perturbatrices ne cessent d'attaquer avec tant de ruse et de violence, viennent en aide à la Providence, qui a si miraculeusement préservé les têtes précieuses auxquelles sont attachées les destinées présentes et futures d'un grand peuple; ils savent ce qu'impose de sacrifices et ce que commande de précautions l'état des esprits et des choses. Sur tous les points du royaume une voix unanime s'est fait entendre pour bénir le ciel qui a protégé la France encore cette fois. On a pu juger par la crainte que a saisie chacun au moment où s'est répandue la fatale nouvelle, que tous étaient désormais éclairés sur leurs véritables intérêts, et sur les bienfaits inestimables dont le sceptre protecteur du Roi les maintient en possession. Le souvenir d'un tel danger sera pour nous, à la fois, soyons-en certains, une leçon et une garantie.

CONCLUSION.

Nous vous avons exposé, Messieurs, les faits généraux mis en lumière par cette longue et laborieuse procédure; nous vous avons présenté le tableau des charges qui s'élevaient contre chacun des cinq inculpés, sur lesquels votre délibération devra porter. A l'égard de tous les autres, le conseil de douze membres, institué par votre arrêt du 29 juillet dernier, a déclaré, sur le rapport de M. le président, n'y avoir lieu à poursuites ultérieures.

Mais dans une affaire qui a éveillé à un si haut point la sollicitude de la France et de l'Europe, c'était pour nous un devoir d'approfondir les moindres incidens qui ont paru se rattacher au déplorable attentat dont l'instruction devait rechercher les auteurs et les complices. Quelque étendus que soient les développemens donnés à ce rapport, vous n'auriez qu'une indication incomplète du soin avec lequel a été instruite cette procédure, si vous n'aviez sous les yeux que les résultats positifs obtenus par elle: un immense travail a eu pour objet non seulement d'éclaircir tous les faits dénoncés au ministère public, mais aussi de vérifier tous les avertissemens qui ont été donnés, de remonter à la source de tous les bruits qui ont paru se rattacher au crime du 28 juillet.

Nous ne croirions point nous être acquittés de tous nos devoirs, si une analyse sommaire de ce grand travail ne venait compléter le compte que nous nous sommes efforcé de vous rendre, avec exactitude et fidélité, de cette immense procédure.

Ce rapport est suivi, en effet, de 246 notices sur les faits et les épisodes qui ont été propagés par la rumeur publique, comme se rattachant à l'attentat du 28 juillet, et qui ont donné lieu à des instructions locales. Plusieurs de ces notices renferment des détails curieux, sur lesquels nous pourrions revenir. Enfin cet immense travail se termine par le fac simile du carnet appartenant à Fieschi, et trouvé dans la fosse d'aïance de la maison rue Saint-Victor, n° 23, où demeurait Morey; avec les explications données par Fieschi dans son interrogatoire du 29 septembre. Le tout forme un gros volume de 458 pages.

JUSTICE CIVILE.

COUR ROYALE DE PARIS (2^e chambre).

Audience du 10 novembre.

QUESTION DIVERSES. — ARBITRAGE FORCÉ. — RENONCIATION A L'APPEL.

La clause d'un acte de société portant que les contestations à naître seront jugées en dernier ressort par des arbitres, est obligatoire même à l'égard des héritiers mineurs de l'associé décédé.

Telle est du moins la conséquence implicite de la solution donnée par l'arrêt que nous rapportons, et qui décide, conformément à la jurisprudence de la Cour royale de Paris, mais contrairement à un arrêt de la Cour de Lyon, du 21 avril 1823, que l'art. 1013 du Code de procédure civile n'est point applicable en matière d'arbitrage forcé.

Par l'acte constitutif de leur société, les sieurs Baudot et P... convinrent que toutes les contestations résultant de leur association, seraient jugées par arbitres en dernier ressort. Au décès du sieur P... le Tribunal arbitral saisi de diverses contestations relatives à la liquidation de la société, prononça en dernier ressort sur ces difficultés. Le tuteur des enfants naturels du sieur P... interjeta appel de cette sentence. Le sieur Baudot soutint que cet appel était non recevable.

Il faut distinguer, disait M^e Devesvre, dans l'intérêt du sieur Baudot, les arbitrages volontaires des arbitrages forcés; les premiers sont régis par le Code de procédure civile, les seconds par le Code de commerce. Or, l'art. 52 du Code de commerce permet aux associés de renoncer à l'appel et au pourvoi en cassation, renonciation qui a eu lieu dans l'espèce par l'acte même de société, et peut-être comme l'une des conditions de cette association. La clause est donc licite, et ce serait à tort qu'on opposerait à cette convention légalement formée les dispositions de l'art. 1013 du Code de procédure, qui n'a eu en vue que le compromis volontaire. Le défendeur opposait subsidiairement aux appelans leur qualité d'enfants naturels qui les rendait inhabiles à invoquer l'application de l'art. 1013 dont le bénéfice ne pourrait en tous cas, être réclamé que par les héritiers de l'associé décédé.

M^e Lignier, avocat des appelans, répondait qu'en matière d'arbitrage forcé, la renonciation à l'appel n'était que facultative, et que, de-lors, elle avait toujours le caractère du compromis volontaire, et était soumise, quant à ses effets, aux règles du droit commun; qu'ainsi, et par application de l'art. 1013, la clause de renonciation à l'appel dans l'acte de société dont il s'agissait, se trouvait anéantie de plein droit par le décès du sieur P... laissant des enfants mineurs. Le défendeur, du reste, ne contestait pas la qualité d'enfants naturels donnée à ses cliens.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. Pécourt, avocat-général, a statué en ces termes :

Considérant que par l'acte social qui a réglé les intérêts respectifs des sociétaires, P... et Baudot sont convenus que les contestations qui s'élevaient entre eux, seraient jugées en dernier ressort par des arbitres; que cette convention autorisée par la loi doit être considérée comme une des conditions de la société et sans laquelle elle n'eût peut-être point été contractée; que l'art. 1013 du Code de procédure civile ne doit recevoir son application que dans le cas où l'arbitrage est volontaire;

Considérant en outre que les appelans seraient même sans qualité pour invoquer les dispositions de l'art. 1013, puisque le droit d'opposer la cessation des pouvoirs des arbitres par l'effet du décès de l'un des associés, appartient aux héritiers seulement et que les appelans ne sont point héritiers de P...;

Declare l'appel non-recevable.

Audience du 11 novembre 1835.

ALIGNEMENT. — INDENNITÉ.

L'indemnité due au propriétaire qui est obligé de subir un réalignement dans la reconstruction d'un bâtiment démolé pour se conformer à l'alignement, ne doit pas consister seulement dans la valeur vénale du sol abandonné; on doit en outre lui tenir compte du préjudice que peut éprouver, par la diminution de son étendue, le surplus de la propriété.

M^{me} d'Osmond est propriétaire de deux maisons rue Joquelet, conduisant de la rue Montmartre à la place de la Bourse. L'une de ces maisons, portant les nos 5 et 7, a éprouvé, par l'effet de l'alignement approuvé par ordonnance royale du 4 mai 1826, un retranchement de 4 mètres 51 centimètres, sur une largeur de 19 mètres 23 centimètres. Ce retranchement ne laissait plus au sol qu'une profondeur de dix à onze pieds dans toute l'étendue de la façade.

Pour utiliser convenablement cette portion de terrain, M^{me} d'Osmond fut obligée d'empiéter sur une autre maison de la rue Montmartre dont elle est également propriétaire.

Des débats s'étant élevés sur la fixation de l'indemnité due par la ville de Paris pour le retranchement opéré au profit de la voie publique, une instance s'engagea, et le Tribunal de première instance de la Seine, par jugement du 10 juin 1834, fixa à 400 fr. le mètre, conformément à l'avis des experts nommés, l'indemnité due à la veuve d'Osmond.

Voici les principaux motifs de ce jugement :

Attendu que la mission donnée aux experts par jugement du 19 février 1833 consistait à estimer la valeur du terrain dont la dame d'Osmond avait été expropriée dans l'intérêt de la ville de Paris, en ayant égard au préjudice que peut éprouver par la diminution de son étendue le surplus de la propriété;

Attendu que les experts déclarent que le nouvel alignement a laissé au terrain de la dame veuve d'Osmond une exigüité telle, avant l'empiètement sur le terrain de la maison située rue Montmartre, qu'elle ne pouvait convenablement y établir que des échoppes à l'usage d'étalagistes; que la propriété se trouve donc par là presque anéantie dans un quartier tout à la fois riche et populeux; ce qui causait une perte considérable; que cette considération jointe à la nécessité pour la dame d'Osmond 1^o de reprendre du terrain sur la propriété voisine, ce qui équivalait à un achat qu'elle aurait été obligée de faire; 2^o de bâtir un nouveau mur de fond; 3^o de faire deux étages de caves construits à grands frais, justifie avec les autres faits et documens de la cause l'appréciation que les experts ont faite du terrain à 400 fr. le mètre.

M. le préfet de la Seine interjeta appel de cette décision.

M^e Boinvilliers, dans l'intérêt de la ville de Paris, soutenait que l'indemnité devait être fixée à 250 fr. le mètre, valeur vénale du terrain cédé à la voie publique; que cette évaluation était d'autant plus juste que par l'effet de l'élargissement de la rue, la dame d'Osmond avait acquis le droit d'élever ses constructions d'un étage de plus, et que les logemens devenant plus aérés, donnaient une plus grande valeur à la propriété.

Mais sur la plaidoirie de M^e Delangle pour la dame d'Osmond, et les conclusions conformes de M. Pécourt, avocat-général, la Cour, adoptant les motifs des premiers juges, a confirmé la sentence.

SÉPARATION DE CORPS. — PÉREMPTION DE L'INSTANCE D'APPEL.

De ce que les séparations de corps in téressent l'ordre public et l'état des citoyens, il ne s'en suit pas que les instances d'appel, en cette matière, ne soient pas susceptibles de tomber en péremption.

Cette question qui est tranchée clairement par les art. 397 et 398 du Code de procédure civile, a du moins le mérite de la nouveauté.

La femme Saint-Martin avait obtenu contre son mari un jugement de séparation de corps dont celui-ci avait interjeté appel. L'instance étant restée pendant près de cinq années sans poursuites, la femme Saint-Martin en a demandé la péremption, et elle a été prononcée par la Cour, malgré les efforts de M^e Desaulis, avocat du mari, qui soutenait la péremption inadmissible, en matière de séparation de corps. Vainement, porte l'un des motifs de l'arrêt, on alléguerait que les séparations de corps intéressent l'ordre public, et que les parties ne peuvent transiger sur une question de cette nature, ni par leur silence enlever aux Tribunaux le droit de statuer en appel. En effet, les Tribunaux d'appel ne sont saisis que par l'appel de l'une des parties, et de même qu'elle s'en peut le point attaquer le jugement qui prononce la séparation de corps; de même aussi elles ont la faculté de soustraire aux juges d'appel le droit de connaître de l'instance.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

(Présidence de M. Dupuy.)

Audience du 9 décembre 1835.

Accusation de corruption d'employé. — Épisode relatif à la révolution de juillet. — Concours de dépositaires favorables à l'accusé. — Paroles sévères de M. l'avocat-général contre l'administration de la préfecture de la Seine.

Une accusation de corruption d'employé amenait aujourd'hui devant la Cour d'assises un vieillard de 68 ans, connu par d'honorables travaux et recommandable par une longue carrière d'honneur et de probité. A l'intérêt qu'inspirait la personne du prévenu, à la curiosité qu'excitait la nouveauté de l'accusation, venait se joindre la révélation de plusieurs faits qui rappelaient les premiers jours de la révolution de juillet, et qui remettaient en scène de grands noms si souvent répétés dans les grandes journées.

Voici les faits principaux qui résultent de l'information écrite : Dans les premiers temps qui suivirent la révolution de juillet, un nombre immense d'ouvriers se trouva sans travail. Leur situation inspirait un juste intérêt et pouvait au si faire naître quelques inquiétudes. On reconnut la nécessité de les occuper. L'administration forma le projet de les employer à des travaux de terrassement au Champ-de-Mars. Ces travaux furent mis en adjudication par voie de soumission. M. Magu, qui déjà en 1790 avait été chargé de la direction des travaux immenses exécutés au même lieu, présenta une soumission qui fut acceptée. Un arrêté fut pris par M. Odilon Barrot alors préfet. Ampliation de cet arrêté fut contresignée par M. Taschereau, alors secrétaire-général de la préfecture.

Le même jour, M. le préfet écrivit à M. Molinos, fils architecte, pour lui donner avis de la décision par laquelle il lui avait confié la surveillance de travaux. Sa lettre contenait le passage suivant :

« Les travaux seront exécutés par le sieur Magu, entrepreneur de terrasse, dont les propositions ont été acceptées à cet effet. Le prix du mètre cube est fixé à 1 fr. 90 c. »

Immédiatement après avoir reçu cette lettre, M. Molinos en donna avis à M. Magu.

M. le préfet (disait-il) me fait connaître que les travaux seront exécutés par vous, dont la soumission a été acceptée; et, à cet effet, le prix du mètre cube est fixé à 1 fr. 90 c. »

« Les travaux commenceront lundi matin »

Sur cette assurance, M. Magu exécuta l'entreprise. Le 25 janvier suivant, conformément au droit que la Ville s'était réservé de faire cesser les travaux quand bon lui semblerait, M. de Bondy, alors préfet, enjoignit à M. Molinos de faire cesser tous les travaux de terrassement.

Lorsqu'il s'agit de payer, l'administration prétendit que l'acceptation de la soumission de M. Magu ne s'appliquait pas aux travaux de terrassement appelés repiquage et à d'autres travaux analogues. Un procès for long s'engagea entre M. Magu et l'administration, devant le conseil de préfecture.

Pendant l'instruction de ce procès un sieur Armand, ex-élève de l'école polytechnique, employé à la Ville, offrit à M. Magu de lui remettre une ampliation authentique de l'arrêté de M. Odilon-Barrot, moyennant une somme de 6000 fr. qui devait augmenter ou diminuer selon que les réclamations du soumissionnaire seraient acceptées pour un taux plus ou moins considérable. M. Magu, après de longues hésitations, accepta ces conditions, signa un traité en ce sens avec le sieur Armand, et mit sous les yeux du Conseil de préfecture l'ampliation authentique : signée par M. Taschereau de l'arrêté du 9 octobre. Le 17 mars 1832, le Conseil de préfecture, prononça; et sans s'occuper de l'ampliation produite, sur le vœu de la lettre de M. Molinos, architecte de la Ville, portant que la soumission du demandeur avait été acceptée sans réserve, lui adjugea ses conclusions.

En vertu de cet arrêté, M. Magu réclama son paiement : on lui répondit que c'était au ministre de l'intérieur et non à la Ville, à payer le prix de ses travaux, dont le Conseil municipal avait refusé de voter les fonds. En 1834, une correspondance s'engagea entre M. Théron, fondé de pouvoirs de M. Magu, et M. le comte de Rambuteau, préfet actuel. Dans une de ses lettres M. Théron déclara spontanément l'existence du traité fait avec Armand.

« Nous appellerons j'ot-de-vin (dit-il dans une lettre du 13 décembre 1834) ce que nous avons été obligé de donner ou promettre pour démontrer au Conseil de préfecture jusqu'à quel point on le trompait, EN NIANT L'EXISTENCE DE CE TITRE. »

Sur la production de cette pièce, M. de Rambuteau porta plainte contre les sieurs Armand et Magu, arrêté à Marseille, parvint à s'évader. Une instruction eut lieu contre lui et Magu; elle s'est terminée par leur renvoi en Cour d'assises sous l'accusation,

« Contre Magu, d'avoir, dans le courant de l'année 1832, corrompu, par promesses et par dons, un employé de l'administration, pour en obtenir des actes de son ministère ;

« Contre Armand, étant préposé d'une administration publique, d'avoir agréé des promesses et reçu des dons pour faire des actes de son emploi non sujets à salaire ;

« Contre le même Armand d'avoir, dans le même temps, soustrait frauduleusement, dans un dépôt public, la minute et l'expédition

d'un arrêté de l'autorité administrative qui avait été annulé, et dont il était dépositaire ;

« Contre Magu d'avoir sciemment recelé ladite expédition d'arrêté soustraite par Armand dans un dépôt public. »

Le jury n'est appelé à prononcer que sur les faits relatifs à M. Magu.

Après la lecture de l'acte d'accusation et les questions d'usage adressées à l'accusé, M. le président procède ainsi qu'il suit à son interrogatoire :

M. le président : Reconnaissez-vous cette soumission signée par vous ?

M. Magu : Oui, Monsieur.

M. le président : Je vais maintenant expliquer à MM. les jurés les faits qui ont amené cette affaire. Au mois d'octobre 1830, beaucoup d'ouvriers étaient sans ouvrage; il était indispensable de les occuper. L'administration conçut le projet de faire faire des travaux de terrassement au Champ-de-Mars. M. Magu soumissionna pour ces travaux. Cette soumission fut, à ce qu'il paraît, acceptée, et suivie d'un arrêté de M. le préfet. Plus tard, la signature du préfet fut rayée par lui. Ces deux faits, celui de l'approbation et celui de la radiation sont étrangers à l'accusé. Le seul fait qui lui est personnel est celui de la remise de la soumission. (A l'accusé) : Vous avez les ampliations de votre soumission ?

M. Magu : Je n'ai eu d'autre avis que la lettre de M. Molinos, l'architecte, qui m'avertissait qu'on pouvait commencer les travaux, parce que ma soumission était acceptée.

M. le président : Plus tard vous avez eu entre les mains l'ampliation de l'arrêté. Qui vous l'a remise ?

M. Magu : C'est M. Armand.

M. le président : C'est un fait constant que l'arrêté a été rendu par M. le préfet, revêtu de sa signature, et que cette signature a été rayée depuis.

Il paraît que M. le préfet signa l'arrêté, et une ou deux heures après biffa sa signature, voulant que l'arrêté fût considéré comme non avenu. Vous avez dû savoir cela.

M. Magu : Je n'en ai eu nulle connaissance; pendant trois mois j'ai porté toutes les semaines l'état des travaux, signé de mes architectes, afin d'être payé suivant ma soumission; on ne m'a jamais fait une seule observation. L'administration était d'ailleurs tous les jours mise au courant par les rapports de M. Molinos, architecte de la préfecture. Elle savait fort bien que je travaillais; elle savait aussi comment je travaillais.

M. le président : Il paraît que l'arrêté de M. le préfet a été révoqué; mais on a laissé M. Magu continuer ses travaux. Il prétend donc être de bonne foi. Voilà son système, MM. les jurés l'apprécieront. (A l'accusé.) Il y a un autre fait, et c'est là-dessus que porteront les débats. Vous convenez que l'ampliation de l'arrêté, signée par M. Taschereau, vous a été remise par Armand ?

M. Magu : C'est la vérité.

M. le président : L'arrêté du préfet est comme la minute du notaire; il reste aux bureaux de la préfecture. Pour s'assurer que l'arrêté est rendu, le soumissionnaire demande une ampliation. C'est ce qu'a fait M. Magu. Il a d'abord eu un procès. On a prétendu qu'il avait fait des travaux au-delà de sa soumission, et en dehors des termes de cette soumission. Il a invoqué l'arrêté de M. le préfet; on lui a dit qu'il n'y avait pas d'arrêté. C'est alors qu'Armand est intervenu, a dit à M. Magu : La préfecture est de mauvaise foi. Il y a eu un arrêté, bien qu'on vienne aujourd'hui vous dire qu'il n'y en a pas eu. Je vous en donnerai ampliation. Magu a répondu : cela ferait bien mon affaire, car on refuse de me payer. C'est alors qu'Armand, levant le masque, lui dit : Vous aurez votre ampliation; mais vous me donnerez 6,000 fr. C'était mettre à M. Magu le pistolet sur la gorge. Armand lui disait : Vous avez besoin de votre titre; je l'ai, votre titre; je vous en donnerai ampliation, moyennant 6,000 fr. M. Magu a cédé; l'ampliation lui a été remise. L'ampliation est-elle fautive? Non, elle n'est pas fautive; elle est véritable; elle est contresignée par M. Taschereau; c'est là-dessus que nous allons entendre les témoins.

M. l'avocat-général : M. Odilon-Barrot, ex-préfet de la Seine, premier témoin cité, et qui doit donner des explications indispensables dans cette affaire, ne se présente pas. Il a été cité régulièrement; nous requérons qu'il lui soit fait application de l'art 80 du Code d'instruction criminelle, et qu'il soit condamné à l'amende.

La Cour, après en avoir délibéré, condamne M. Odilon-Barrot à 30 fr. d'amende.

M. Lemaire, chef de division à la préfecture de la Seine, est entendu :

« Autant que ma mémoire peut me rappeler les dates et les chiffres, dit le témoin, voici ce que je sais : l'administration avait, au mois d'octobre 1830, le plus grand besoin d'occuper les ouvriers qui étaient sans emploi; c'était le seul moyen d'empêcher alors un mouvement populaire; nous étions, en quelque sorte, condamnés à entretenir les travaux de charité. L'administration de la préfecture se trouvait avec 60,000 hommes sur les bras; il y en avait à peine 30,000 d'occupés. Il fallait remédier à cet inconvénient, qui pouvait avoir les plus graves résultats. Le conseil municipal était assemblé presque en permanence. Ce fut à cette époque qu'intervinrent les traités entre M. Magu et l'administration. Dans une de ses délibérations, le conseil municipal pensa qu'il ne fallait plus occuper les ouvriers à la journée, mais à la tâche. Ce fut à cette époque que j'eus occasion, pour la première fois, de voir le sieur Armand. Il me fut présenté par M. le préfet; il était en ce moment en uniforme de l'Ecole polytechnique; il était porteur d'une lettre du général Lafayette, qui le recommandait vivement à M. le préfet. La vue de cet uniforme, qui rappelait de récents services, engagea M. le préfet à employer le sieur Armand, et il fut décidé qu'on en ferait un contrôleur des travaux de charité. C'est ainsi qu'il entra dans l'administration. »

Le témoin expose ici de longs détails sur ses vues administratives quant aux travaux de charité. Il explique comment et pourquoi son intention avait été de substituer la régie administrative pour ces travaux à la régie intéressée. Ce fut au moment où tout lui faisait espérer que son projet allait être adopté, qu'il apprit que l'arrêté relatif à M. Magu venait d'être signé. « Je me rendis aussitôt, ajoute-t-il, dans le cabinet de M. le préfet. Je lui fis observer que l'arrêté était onéreux pour l'administration et je l'engageai à révoquer l'arrêté, qui n'avait encore eu aucune espèce d'exécution. Je lui dis : « Ecrivez purement et simplement à l'architecte de faire continuer les travaux jusqu'à ce que j'aie pu organiser une régie administrative. » M. le préfet se rendit à mes observations et biffa la signature qu'il avait apposée sur l'arrêté. Je ne savais pas qu'au moment même où M. le préfet annullait l'arrêté pris par lui quelques instans avant, on faisait signer l'ampliation à M. le secrétaire-général.

« Je dis au chef de bureau, chargé de la correspondance : « M. le préfet n'a pas signé l'arrêté; écrivez à M. Molinos que partie des travaux pourront toutefois s'exécuter pour un des prix stipulés. » Je ne me suis plus occupé de ce dossier. Je le croyais au nombre des œuvres mortes. Au mois de février 1831, Armand fut employé aux écritures, qui étaient la suite de son inspection, aux appointemens de 2,400 fr. et ce fut alors que toutes les pièces de cette affaire tombèrent entre ses mains. »

Le témoin rend compte ici des faux nombreux imputés à Armand.

M. le président : Vous dites que M. le préfet biffa sa signature. On n'eut donc pas le soin de faire biffer la signature du secrétaire-général apposée à l'ampliation?

M. Lemaire : Non, Monsieur.

M. le président : M. Magu pouvait-il savoir que l'arrêté de M. le préfet avait été révoqué, que la signature avait été biffée?

M. Lemaire : Je ne puis donner là-dessus qu'une opinion. Il paraît que la minute bâtonnée par le préfet a été enlevée par la même main qui a enlevé l'ampliation; M. Magu a bien pu l'ignorer.

M. le président : Il y a eu un procès devant le Conseil de préfecture. M. Magu a gagné. Il a dû produire son titre. Comment la préfecture n'a-t-elle pas opposé à l'ampliation l'original de l'arrêté bâtonné par le préfet?

M. Lemaire : La décision du conseil de préfecture ne fait pas mention de cette production. Si elle en eût fait mention on en aurait appelé au Conseil d'Etat. L'administration ne défend pas en personne devant le conseil de préfecture; elle défend par mémoires. Rarement nous sommes appelés au Conseil. Dans cette circonstance nous n'avons pas été appelés. La décision a été motivée sur la lettre de l'architecte du département.

M. l'avocat-général : Pourquoi, l'arrêté ayant été révoqué, n'a-t-on pas présenté au Conseil la minute où la signature était biffée?

M. Lemaire : J'ai fait faire des recherches et je n'ai trouvé que le brouillon de l'arrêté. Je n'ai pas trouvé l'arrêté écrit sur papier à tête de préfecture.

M. le président donne ici lecture de la lettre écrite par M. le préfet à M. Magu, et lui annonçant officiellement que sa soumission était acceptée. « Il est bien certain, ajoute ce magistrat, que l'arrêté n'existait plus, que l'ampliation de l'arrêté n'avait pu venir entre les mains de Magu que par un tiers. Cela est constant; ce qu'il faut maintenant examiner, relativement à l'accusation dont MM. les jurés sont saisis, c'est le point de savoir si Magu, qui a accepté cette ampliation avec les conditions que lui faisait Armand, a su que la fraude avait été employée pour se la procurer; s'il n'a pas pu se croire autorisé à payer la remise d'un titre qu'il croyait sa propriété, d'un titre qu'il croyait vrai. Ce qu'il faut examiner, c'est le point de savoir si Magu ne devait pas être confirmé dans cette persuasion que ce titre était le sien, par la lettre de M. Molinos, architecte.

M. Lemaire : C'est ce que je ne puis dire. Il ne m'est pas donné de me prononcer là-dessus.

M. le président : La lettre de M. Molinos l'avertissait positivement que sa soumission était acceptée.

M. Lemaire : Je ne puis pas savoir ce qu'il avait dans l'âme; je ne suis pas l'accusateur de M. Magu, je ne suis ici que pour dire la vérité.

M. le président : C'est la vérité qu'on vous demande. Nous savons par l'aveu d'Armand que c'est lui qui a pris dans les cartons l'ampliation de l'arrêté, et qui l'a remise à M. Magu. Vous l'avez vu vous-même et vous auriez pu avoir appris que M. Magu avait participé en quelque manière à la soustraction de la pièce.

M. Lemaire : Non, Monsieur, je n'ai rien su de semblable relativement à M. Magu.

M. le président : Voici le traité fait entre M. Magu et Armand. Ce traité a été remis à M. le préfet par l'homme d'affaires de M. Magu, par M. Theron; ce traité porte ce qui suit :

D'abord, le préambule, qui du reste est insignifiant, énonce que M. Magu, à raison de ses travaux, est créancier de 106,000 fr. environ;

Puis, l'écrit continue ainsi :
« M. Magu, en considération des soins multipliés que M. Armand a donnés et donnera encore à la liquidation de ladite créance, accorde, à titre d'honoraires, à M. Armand une allocation qui sera prise sur la somme que recevra M. Magu à la Ville par suite de la liquidation de sa créance, et qui demeurera fixée dans les proportions ci-après, à savoir :

- 1° 6,000 francs, si la liquidation de la créance est portée à 100,000 francs;
- 2° 6,000 francs, si, par la liquidation, la créance susdite excède 100,000 francs; en outre des 6,000 francs, le tiers de la somme qui excédera;
- 3° 3,000 francs, si, par la liquidation, la créance est portée à 90,000 francs, en augmentant l'allocation, au marc franc, pour les sommes qui seraient liquidées à partir de 90,000 francs à 100,000 francs;

Paris, ce 20 janvier 1832.
Plus bas, on lit :
« Reçu 500 fr. à compte, ce 20 janvier 1832.

A la suite, on lit les mots ci-après de l'écriture d'Armand :

« Si, contre toute attente, l'ampliation remise à M. Magu de l'arrêté du 9 octobre 1830 était de nul effet, par un motif quelconque, je n'aurais aucun droit à l'allocation qu'il me fait par l'écrit du 20 janvier 1832.

« Ce 20 janvier 1832.

M. l'avocat-général, avocat de M. Magu : Il y a eu dans la contestation civile un mémoire en défense produit au conseil de préfecture. Ce mémoire, M. Lemaire se l'est approprié, s'il n'en est pas le rédacteur. Or, je lis dans le mémoire, non pas qu'il y avait eu un arrêté, dont la signature avait été biffée, mais que l'arrêté avait été proposé seulement en projet à M. Odilon-Barrot. Cela est bien différent. Messieurs les jurés le remarqueront, de ce qu'on a allégué depuis. On n'a pas dit dans le mémoire que l'arrêté avait été signé, on a dit ce qui n'était pas, on a avancé que l'arrêté n'avait jamais été accepté par M. Barrot. Je prie M. Lemaire de s'expliquer sur cette contradiction au moins apparente.

M. Lemaire : Nous n'appelons que projets de pareils travaux. Le préfet peut signer et biffer de suite sa signature, sans que par cela il y ait arrêté parfait, complet. Cela, dans cette circonstance, est arrivé à M. Odilon Barrot, comme cela peut arriver à tous les autres, comme cela arrive à tous les ministres.

M. le président : Je conçois cela; mais l'arrêté a existé quelques heures; il y a eu une sorte d'exécution. L'ampliation a été faite et signée par M. le secrétaire-général.

M. Lemaire : Tous ces faits ne se sont dévoilés que par le temps.

M. le président : Il faut pourtant préciser, Monsieur; il est de notre intérêt à nous, pour pouvoir décider si M. Magu est innocent ou coupable, de savoir s'il a eu connaissance de la révocation de l'arrêté.

M. Lemaire : Il est probable que M. Magu n'a eu aucune connaissance de ce fait.

M. l'avocat-général : Le contrat formé par une soumission faite par un entrepreneur et acceptée par l'administration est indivisible. La soumission de M. Magu avait trois objets. Du moment où l'administration ne voulait plus l'accepter que pour un, il y avait un nouveau contrat à faire. Il était impossible d'annuler l'arrêté de M. le préfet en bloc et de le faire en même temps revivre pour une partie. Bien que je ne sois pas aussi expérimenté que le témoin en semblables affaires, j'avoue pour ma part que je n'y conçois rien.

M. Lemaire : Nous voulions substituer une régie administrative à une régie intéressée. Nous ne pouvions monter une administration complète parce que nous n'avions les fonds qu'au jour le jour. C'est en vue de cette régie que nous avons écrit la lettre du 9 octobre.

M. le président : Vous ne répondez pas à l'objection. Vous avez annulé l'arrêté du préfet quant à une partie des travaux, mais vous avez encore exécuté l'autre partie. Pourquoi ne l'avez-vous pas arrêté dans ses travaux?

M. Lemaire : Cela a été plaidé dans la question civile.

M. le président : Mais c'est fort important pour la question criminelle.

M. l'avocat-général : Autre question. Quelques jours après l'époque de la première soumission, et par conséquent selon les dires de l'administration, après la révocation de l'arrêté de M. le préfet, M. Magu a fait une autre soumission pour les Champs-Élysées. Il se réfère dans cette soumission aux prix de sa soumission pour les travaux du Champ-de-Mars. Il demande également un dixième pour frais de conduite et équipages, en un mot, il se réfère entièrement à sa soumission antérieure de huit jours. Cette nouvelle soumission est comme la première parvenue à l'administration. L'administration a pris sur cette soumission l'avis de M. Gauthier, architecte. Je désire savoir ce qu'a dit M. Gauthier, et quelle a été la décision de l'administration.

M. Lemaire : Je crois qu'on a accepté; mais les travaux n'étaient plus les mêmes.

M. l'avocat-général : C'était bien là le cas ou jamais de dire à M. Magu : Vous vous référez à une soumission, qui a été acceptée d'abord, mais sur laquelle on est revenu.

M. l'avocat-général : Je prie M. Lemaire de répondre par oui ou par non à ma question : la minute, signée par M. Odilon Barrot, préfet, a-t-elle été, lors de la contestation civile, transmise au conseil de préfecture?

M. Lemaire : Non, on ne l'a pas retrouvée.

M. l'avocat-général : Nous tenons en main le mémoire produit par les bureaux de la préfecture, et nous y lisons :

« Du reste, c'est par oubli que ce projet d'arrêté n'a pas été transmis au conseil de préfecture, et nous nous empressons de réparer cette erreur. »

M. Lemaire : Le projet d'arrêté n'est pas l'arrêté; le projet a été produit au conseil; il est au dossier. Dès le 16 janvier 1832 je savais que la minute n'existait plus.

M. l'avocat-général : Pourquoi n'en avez-vous pas parlé dans votre mémoire au conseil de préfecture?

M. Lemaire : Nous n'avions pas à parler de cela.

M. le président : Voici une dernière question qui, selon moi, déciderait presque l'affaire. Vous avez dit dans le mémoire, que M. Magu pouvait se contenter de produire la lettre écrite par M. Molinos, et qu'il pouvait se dispenser de produire l'ampliation.

M. Lemaire : C'est vrai, nous l'avons dit; nous pensions que ce titre était suffisant. Nous ne savions pas à cette époque que l'ampliation avait été remise à M. Magu.

M. Plançon, chef de bureau à la préfecture de la Seine, rend compte des faits préliminaires ainsi que l'a fait le précédent témoin. Il raconte les circonstances qui décidèrent M. Odilon Barrot à annuler l'arrêté qu'il avait rendu. « Malheureusement, dit-il, les ampliations de l'arrêté avaient été faites en même temps que l'arrêté; une de ces ampliations vint entre les mains de M. Magu, et nous fûmes fort surpris de savoir que M. Magu en était possesseur. La pièce fut produite par M. Theron, homme d'affaires de M. Magu. Il écrivit à M. le préfet qu'il savait qu'un pot-de-vin avait été payé, et qu'on avait fait un traité avec un M... Nous étions fort intéressés à savoir quel était ce M. trois-étoiles. Ce fut alors que la pièce fut produite, et que nous en eûmes connaissance.

M. l'avocat-général : M. Plançon a vu la pièce au conseil de préfecture, M. Lemaire vient de dire qu'elle n'avait jamais été produite au conseil de préfecture.

M. Lemaire : La pièce a été montrée au conseil de préfecture, elle a été représentée; mais elle n'a pas été produite, déposée.

M. l'avocat-général : Comment donc, sur cette production, puisque vous pensiez que la pièce était fautive, puisque vous disiez dans votre mémoire que l'arrêté dont on vous produisait l'ampliation n'avait été fait qu'en projet; comment se fait-il que vous ne vous soyez pas récrié, que vous n'avez pas porté plainte?

M. Plançon : La pièce ne nous a pas été représentée à proprement parler. On l'a fait voir, je crois. J'ai cru voir les caractères d'authenticité de l'ampliation; mais je ne l'ai pas lue. Je ne l'ai bien vue qu'à l'instruction; je ne veux pas dire, au reste, que M. Magu ne soit pas de bonne foi. Il serait bien malheureux pour lui qu'on lui imputât à crime ce qu'il a pu faire en entière bonne foi. Ce qu'il y a d'important pour nous, c'est que la pièce est moins longue que les pièces ordinaires. Il est évident que celle-ci a été coupée, qu'on a ôté la souscription qui se trouvait en bas.

M. le président : C'est là une preuve de la bonne foi de M. Magu, puisqu'il a produit la pièce en cet état.

M. Magu : Je l'ai produite en toute bonne foi comme on me l'a remise.

M. Masson, chef de bureau adjoint à la préfecture, a été chargé d'écrire l'arrêté. Le lendemain du jour où il l'avait écrit, il apprit que l'arrêté n'avait pas eu de suite et qu'on l'avait retiré des portefeuilles du secrétaire-général.

M. l'avocat-général : M. Masson a dit dans l'instruction que c'était lui-même qui avait retiré les ampliations des portefeuilles de M. le secrétaire-général. Je lui demanderai pourquoi, sachant que l'arrêté avait été révoqué, sachant, par conséquent, que les ampliations étaient désormais sans objet, il n'a pas déchiré ces ampliations?

M. Masson : Les ampliations ne portant pas la mention de l'enregistrement, étaient nulles de plein droit.

M. l'avocat-général : Raison de plus pour les annuler.

M. Taschereau, ex-secrétaire-général, déclare qu'il n'a aucune connaissance des détails de cette affaire en ce qui concerne M. Magu. Il se borne, après quelques détails déjà connus, à reconnaître sa signature pour celle qui est apposée à l'ampliation de l'arrêté de M. Odilon Barrot, fournie à M. Magu par le sieur Armand.

M. Baudot, chef-adjoint au secrétariat de la préfecture, déclare que des recherches très actives ont été faites pendant l'instruction pour retrouver l'arrêté signé par M. Odilon Barrot, et biffé quelques heures après selon les prétentions des bureaux.

M. l'avocat-général : Est-ce qu'on n'a pas recherché cette pièce antérieurement et lors des contestations qui se sont élevées entre M. Magu et la préfecture de la Seine?

M. Baudot : Non; je ne me le rappelle pas.

M. l'avocat-général : C'était pourtant bien le moment.

M. Dulys, employé à la préfecture, a écrit l'ampliation de l'arrêté. Il reconnaît son écriture.

M. Molinos, architecte du département : A la fin du mois de septembre 1830, M. le préfet me fit venir et m'invita à indiquer les lieux où l'on pourrait établir des ateliers de secours. J'indiquai le Champ-de-Mars. Comme c'était M. Magu qui, en 1790, avait été chargé de la direction des travaux des tertres du Champ-de-Mars

M. le préfet le fit appeler dans son cabinet. On engagea M. Magu à faire sa soumission. Le 9 octobre, M. le préfet écrivit que les propositions de M. Magu étaient acceptées. Je l'invitai, en conséquence à se trouver au chantier avec les outils nécessaires.

M. le président : Ainsi, vous avez considéré les propositions de M. Magu comme acceptées?

M. Molinos : Oui, Monsieur; la lettre de M. le préfet est formelle à cet égard.

M. l'avocat-général : M. Molinos a dû nécessairement recevoir de M. Magu ou faire dresser lui-même les états par suite des travaux. Je désirerais qu'ils pût en donner connaissance à MM. les jurés.

M. Molinos : Je ne les ai pas ici; mais je puis dire que chaque semaine je remettais à l'administration un état des ouvriers, des travaux faits, et en même temps un état de proposition de paiement d'après les prix convenus d'avance, ou que du moins je croyais convenus d'avance; je portais par détail ce qu'il fallait pour tant de piocheurs, tant de pelleurs, tant de femmes et d'enfants.

M. le président : Ainsi, il y avait exécution de la soumission acceptée.

M. l'avocat-général : A-t-on fait quelques observations sur tout ou partie de ces travaux?

M. Molinos : Je me rappelle qu'on m'a dit qu'il faudrait que l'entrepreneur subit une réduction sur certains travaux.

M. l'avocat-général : Je ne conçois pas qu'en présence d'une soumission acceptée, d'un arrêté signé, on ait pu dire qu'il y avait lieu à réduction dans le prix; mais ce que je demande est ceci : A-t-on dit qu'il y avait annulation de la soumission en tout ou partie?

M. Molinos : Non, Monsieur, en aucune manière.

M. Lafond-Ladébat, conseiller de préfecture, déclare que la décision du conseil de préfecture, favorable à M. Magu, a été rendue sur la production de la lettre de M. Molinos. Le rapprochement de la soumission et de la lettre de M. le préfet qui disait que la soumission était acceptée, a motivé la décision. L'ampliation n'a été produite par M. Magu que dans la discussion.

M. l'avocat-général : L'arrêté vous a-t-il été communiqué?

M. Lafond-Ladébat : Non, Monsieur.

M. Pigneux, chef de division à la caisse hypothécaire, a eu entre les mains l'acte sous seing privé, passé entre M. Magu et Armand. Il l'a remis à M. Magu.

M. le président : Vous connaissiez M. Armand?

M. Pigneux : Je ne l'ai connu que pour cette affaire.

M. le président : Comment vous a-t-on remis cette pièce?

M. Pigneux : J'étais alors le maître-clerc de M. Montaud, notaire de M. Magu.

M. Theron, agent d'affaires, a été chargé par M. Magu de suivre le recouvrement de sommes dues à M. Magu par la préfecture de la Seine. « J'ai reçu, dit-il, comme titre, l'ampliation de l'arrêté; j'étais si peu disposé à croire qu'il était venu par fraude entre les mains de M. Magu, que je l'ai produit moi-même pour hâter les lenteurs de la procédure, pour décider la Ville à s'acquitter de ce qu'elle devait, et pour éviter un éclat fâcheux devant les Tribunaux. »

L'audition des témoins étant terminée, M. Parlarrieu-Lafosse, avocat-général, prend la parole et s'exprime en ces termes :

« Une affaire, où il s'agit de la corruption de fonctionnaires publics, de fonctions publiques exercées contrairement à la probité, est, vous le sentez, particulièrement confiée à l'examen de celui qui représente ici le ministère public. C'est assez vous dire Messieurs, avec quel soin, soit intérêt de l'accusé, soit intérêt des bureaux de la Préfecture, nous devons examiner quelles ont été les circonstances de cette cause et quel a été véritablement le corrupteur et le corrompu; si l'accusé absent a livré des pièces confiées à sa garde, si l'accusé présent a participé à cet enlèvement.

« Vous le savez : indépendamment des faits de cette cause, l'accusé Armand est inculpé de faux nombreux commis sur des pièces dont il était dépositaire. Cet homme ne s'est pas présenté devant la justice pour purger les soupçons qui planaient sur lui. Il doit donc être considéré comme étant sous le poids des plus graves soupçons, relativement aux faits qui sont étrangers au procès actuel; il est donc difficile de le présenter comme un employé corrompu. Il est plus juste peut-être de le considérer comme un employé corrupteur, provoquant lui-même à sa propre infamie, se présentant tous les jours à celui qui avait besoin de lui, lui disant qu'il avait entre ses mains la pièce nécessaire à sa défense, et offrant tous les jours de vendre sa honte à prix d'or.

« Après ces réflexions préliminaires nous nous demanderons quelle a été la conduite de la préfecture de la Seine dans cette affaire, et si la manière dont la pièce est parvenue entre les mains du sieur Magu n'a pas dû lui inspirer toute confiance. Nous nous demanderons si l'existence d'un exemplaire de l'ampliation dans les bureaux n'est pas, de la part de la préfecture, une faute lourde dont elle doit porter la responsabilité.

« Voilà les questions telles que nous nous les posons; et pièces en main, vous allez voir que la préfecture de la Seine a méconnu toutes les règles qui sont imposées à une administration telle que celle-là; règles qu'au reste elle a elle-même, dans ces débats, reconnu lui être imposées.

« En effet, vous le savez, c'est le 9 octobre 1830 que tout se passe à la préfecture. Un projet d'arrêté est présenté pour l'expédition; il est signé par le préfet qui, quelques heures plus tard, dit-on, se détermine à rayer la signature qui, momentanément, avait été apposée sur la minute de l'arrêté. Les faits existent-ils de la sorte? Les souvenirs de M. Odilon Barrot, invoqués dans le principe de cette affaire, n'ont jamais pu être précis sur ce point : jamais, en effet, il n'a pu dire qu'il était certain d'avoir, lui, Odilon Barrot, que nous aurions cru assurément sur sa parole, s'il était venu la donner à cette audience, biffé sa signature sur l'arrêté. Il a dit seulement que le projet d'arrêté n'avait pas eu de suite. Jamais il n'a dit positivement que la signature eût été biffée, et il était nécessaire qu'il le dit pour admettre que les faits se sont passés tels que les présentent les bureaux. En effet, la signature étant biffée, comme on prétend qu'elle l'a été, que devenait le projet d'arrêté? Rien, absolument rien. Ne dites pas, dans les bureaux de la préfecture, que vous allez déposer la pièce biffée dans vos cartons. Non, rien, faites-en donc ce qu'on fait d'une pièce nulle : détruisez-la, anéantissez-la, prévenez l'abus qu'on pourra en faire plus tard.

« Le préfet l'a dit lui-même dans un de ses mémoires. Il a dit que dans une administration il ne fallait jamais laisser subsister une pièce qui présenterait la moindre possibilité d'abus, une pièce qui présenterait une apparence d'existence. Vous l'entendez bien, Messieurs, dont l'existence n'est pas réelle. Eh bien! à la préfecture vous avez fait plus que cela; vous laissez subsister des expéditions, des ampliations d'actes qui n'ont de valeur, de force qu'autant que l'acte primordial existe lui-même. Eh bien! vous, dans ces bureaux de la préfecture, où vous êtes le maître assurément, où vous devez porter la responsabilité de tout ce qui se passe, vous laissez subsister une ampliation régulièrement faite, une ampliation revêtue de la signature de l'ex-secrétaire-général certifiant la signature de M. Odilon Barrot, alors que la signature de M. Odilon Barrot n'existait pas.

« Nous disons donc que l'administration a fait une faute

lourde (1), et nous sommes bien loin de vouloir revenir sur ce mot. Cette faute, elle l'a commise dans toute son étendue. Elle aurait donc bien mauvaise grâce à se plaindre de l'abus qu'on aurait fait de l'acte qu'elle devait détruire dans le principe.

Elle prétend maintenant que la soumission n'a été acceptée que dans certaines parties des travaux de terrassement; mais comme on vous l'a très justement dit, une soumission est indivisible. Il faut la prendre telle qu'elle est dans son entier. Alors le contrat est formé entre la ville et l'entrepreneur; mais dès l'instant que vous acceptez une division, que vous acceptez certaines parties, et que vous refusez les autres, vous ne pouvez pas dire que vous acceptez une soumission. Vous la repoussez au contraire. Il faut un nouveau contrat substitué à l'ancien.

Ici nous avons la lettre de M. Molinos. Sur la simple production de cette lettre, M. Magu a gagné son procès, parce qu'il n'était fait aucune distinction dans l'acceptation de la soumission.

M. l'avocat-général montre ici M. Magu fort de l'annonce officielle de l'acceptation pure et simple de sa soumission, fort de la lettre de M. Molinos, exécutant ses conventions, se mettant à l'œuvre, employant les ouvriers, remettant chaque semaine des états sans être mis en demeure par une simple observation, de ne pas continuer l'ensemble de travaux qu'il n'était autorisé à exécuter qu'en partie.

Lorsqu'un procès s'engage devant le conseil de préfecture, continue M. l'avocat-général, l'administration va-t-elle présenter au conseil la pièce biffée? C'était la première pièce à produire. Non, elle n'en dit pas un mot; on se contente d'alléguer que l'arrêté n'a existé qu'en projet. Mais il y a un projet d'arrêté! ah! pour ce projet, on a oublié de le produire; ce projet d'arrêté est oublié jusqu'au 16 janvier 1832.

M. l'avocat-général discute ici avec détails le mémoire produit au procès par la préfecture de la Seine, et s'attache à démontrer que ce mémoire lui-même est à chaque ligne la condamnation de la conduite de la préfecture dans cette affaire, condamnation qu'a déjà pleinement ratifiée, dit-il, la décision rendue par le Conseil de préfecture.

C'est, fatigué par les résistances de l'administration de la préfecture de la Seine, continue M. Partarieu-Lafosse, que M. Magu a été amené au malheureux traité qu'il a passé avec Armand. On résistait indûment à son égard au paiement de ce qui lui était dû pour les travaux qu'il avait loyalement exécutés; Armand lui écrit des lettres nombreuses, pressantes; le dossier en est rempli.

M. Magu, cédant alors à la nécessité de sa défense, finit par céder aux conditions qui lui sont imposées et par souscrire le traité du 20 janvier 1832. Assurément loin de nous est l'intention de donner à cela notre approbation. Il est vrai de dire, et M. Magu lui-même l'a reconnu, que c'est un acte toujours blâmable de céder aux exigences des fonctionnaires qui doivent livrer une pièce et qui s'y refusent; mais vous devez juger les choses humaines plutôt d'après les règles ordinaires de l'humanité que d'après les règles extraordinaires d'une vertu qui n'est le partage que de quelques intelligences d'élite qui sont trop rares pour faire règle commune. L'intérêt de M. Magu était en cause; il voyait que la Ville lui déniait ce qu'elle lui devait légitimement: il signe le traité. Mais remarquez quelle était sa pensée en le signant. Voyez s'il croyait faire quelque chose de coupable; on n'a pas eu besoin de saisir la pièce, c'est son mandataire lui-même qui l'a présentée à la Ville en prenant le premier la position d'agresseur.

La pièce est donc présentée au conseil de préfecture. A ce sujet, nous avons vivement pressé les employés de dire s'ils avaient vu cette ampliation devant le conseil de préfecture, si elle leur avait été communiquée. Alors que nous leur adressions cette question, nous la leur faisons parce que c'était notre devoir; mais nous n'aurions pas balancé à dire: « Oui, le conseil de préfecture a communiqué cette pièce à l'administration, parce qu'il devait le faire. Dès l'instant qu'il l'a remise, les bureaux l'ont vue. Eh! bien, comment se fait-il que le préfet qui a fait passer trois mémoires, n'ait jamais dit un mot pour combattre cette ampliation de l'arrêté? Eh quoi! on produit une ampliation qui ne devait pas exister entre les mains de celui qui la produisait, et vous ne sentez pas le besoin, si vous pensez que le conseil de préfecture a mal jugé, d'aller devant le Conseil d'Etat! Vous auriez dû comprendre que l'honneur de votre administration, que l'honneur de vos bureaux (je parle ici d'une manière tout-à-fait indivise), était gravement compromis. Il fallait que le grand jour fût appelé sur cette affaire. Mais non; on a gardé le silence. »

M. l'avocat-général rappelle les nouvelles chicanes opposées à M. Magu par l'administration, et les démarches du sieur Theron en 1834.

Fatigué de si longue attente, le sieur Theron s'impatiente. Au mois de décembre 1834, il écrit à l'administration: « Puisque vous nous opposez tant de retards, puisque vous montrez si peu de bonne volonté, nous appellerons désormais mensonge ce que jusqu'ici nous nous étions bornés à dire être contraire aux faits; nous appellerons pot-de-vin les sacrifices nécessaires pour se faire dé-

livrer la pièce qui nous appartenait, qui nous était destinée et qui devait nous servir de titre. » Le sieur Theron se porte agresseur contre le préfet. Ce n'est pas le préfet qui se plaint, c'est M. Magu qui se plaint; c'est lui qui, dans sa plainte, se présente le front haut, et, nous le dirions presque, l'injure à la bouche. M. le préfet demande quelques explications qui lui sont données.

Le traité est remis le 2 janvier 1834. Cependant la première lettre écrite au procureur du Roi est du 9 février 1835. Ce n'est qu'après trente-cinq jours que M. le préfet songe à dénoncer ces faits, à appeler sur eux l'attention de la justice. Nous trouvons ce délai trop long; nous trouvons que M. le préfet a délibéré trop long-temps pour porter une plainte qui, si elle eût été fondée sur des faits vrais, aurait dû être portée immédiatement.

Voilà, Messieurs, tous les faits de cette cause; il ne s'agit plus maintenant de savoir si vous verrez dans M. Magu un homme coupable d'avoir obtenu par promesses ou dons une ampliation d'un arrêté qui avait été annulé.

M. l'avocat-général explique ici que c'est dans le mot coupable qu'est placée pour le jury toute l'appréciation de l'intention de l'accusé. Toute la question est ici: M. Magu, quand il demandait l'ampliation, savait-il que l'arrêté avait été annulé? Nous le disons hardiment, il ne le savait pas. Vous, qui étiez chargés de lui notifier cette annulation, vous ne l'avez pas fait. Loin de lui dire que l'arrêté avait été révoqué, vous lui disiez que sa soumission était acceptée; M. Molinos lui écrivait que ses conditions étaient acceptées sans aucune espèce de distinction.

Le second crime imputé à l'accusé, celui de recel d'une pièce soustraite dans un dépôt public, ne paraît pas davantage prouvé à M. l'avocat-général. « Nous croyons, Messieurs, dit ce magistrat, qu'en présence de ces simples explications, l'accusation disparaît tout-à-fait. Nous déclarons donc, qu'alors même que nous n'aurions aucun document particulier sur la personne de M. Magu, qu'alors même que nous aurions à examiner la question avec les seules pièces du procès, nous croirions devoir nous empresser d'abandonner hautement l'accusation; mais cette détermination de notre part est rendue plus pressante encore par des considérations personnelles à M. Magu. Ce n'est pas d'aujourd'hui que M. Magu est appelé à traiter pour de semblables travaux avec l'administration. Nous avons entre les mains une lettre de l'intendant de la liste civile d'alors, qui constate qu'en 1792 M. Magu exécutait, pour le compte de l'administration, des travaux semblables avec la plus grande loyauté, la plus irréprochable probité. Nous nous sommes assurés que depuis ce temps, sous l'empire, pendant la restauration, M. Magu n'a pas cessé d'être employé aux mêmes travaux, et nous avons recueilli sur sa conduite et sa coopération à ces travaux les témoignages les plus honorables. En vérité, M. Magu s'y prendrait bien tard pour tâcher sa vie, et nous ne pourrions jamais comprendre comment il aurait été exercer une corruption de ce genre envers un homme aussi jeune qu'Armand, pressé continuellement par des besoins qui ont suffi pour faire connaître les dissipations de sa vie, et qui, dans cette affaire, il faut le reconnaître, a constamment joué le rôle de corrupteur et non pas de corrompu.

Par ces considérations, nous déclarons formellement renoncer à l'accusation.

M. Odilon Barrot qui est arrivé pendant le réquisitoire de M. l'avocat-général, se présente à la barre. « J'arrive bien tard, dit-il, mais je ne sais par quelle préoccupation je m'étais persuadé que la cause ne devait être appelée que tard. »

La Cour, après délibération, rabat le défaut prononcé contre M. Odilon Barrot, et le décharge de l'amende.

M. le président: Vous rappelez-vous, Monsieur, qu'en 1830, alors que vous étiez préfet de la Seine, une soumission vous fut présentée par M. Magu, pour des travaux de terrassements à faire au Champ-de-Mars?

M. Odilon Barrot: Mes souvenirs sur ce fait sont assez incertains. J'étais, comme on peut le comprendre, préoccupé par de bien graves intérêts. Je me rappelle que, lorsque je pris possession de la Préfecture, je trouvai établis ce que nous appelons des ateliers de charité destinés à occuper cette partie de la population de Paris, enlevée à ses travaux par la révolution de juillet, et qui reprenait difficilement le cours de ses anciennes habitudes. C'était là une mesure de transition. Les ouvriers employés dans ces travaux étaient soldés à la journée. Le but principal de ces travaux était de réunir et d'occuper des hommes qui, sans cela, seraient restés dans l'oisiveté. On songea à remplacer le salaire à la journée par le salaire par entreprise. Une soumission fut présentée; elle me parut trop élevée. M. le juge d'instruction m'a fait voir un projet d'arrêté: l'expédition de ce projet a-t-elle été faite d'avance dans les bureaux? c'est ce que j'ignore; je n'ai sur tout cela que des souvenirs bien incertains.

M. Vatimesnil, avocat de M. Magu, prend la parole.

Messieurs, dit le défenseur, après un plaidoyer aussi remarquable par le talent de l'orateur que par l'indépendance du magistrat, je n'ai aucune parole à ajouter pour la justification de ce vieillard, qui, escorté d'une famille en larmes, de l'estime et de l'intérêt de tous les gens de bien, est venu prendre place sur ce banc, dont il se trouvait placé par soixante-huit années de probité à une distance, qu'il ne croyait jamais devoir franchir; je n'ai plus qu'un vœu à former; c'est que désormais lorsqu'une administration aura à s'a-

dresser des reproches aussi graves que ceux que vient de développer devant vous M. l'avocat-général, elle ne songe pas à s'en débarrasser en hasardant aussi légèrement, aussi témérairement et aussi tardivement des accusations qui peuvent causer à une famille une peine si cruelle et quelquefois des maux irréparables.

Je ne veux pas enlever à M. Magu la seule consolation qu'il lui est donné de recevoir dans sa pénible position, celle d'avoir trouvé perpétuellement un défenseur dans le ministère public. En effet, Messieurs, devant la chambre des mises en accusation, M. le substitut, chargé du rapport, avait conclu à ce qu'il n'y eût pas lieu à suivre. A l'audience, M. Magu a encore eu un second bonheur, celui de trouver dans l'organe du ministère public un chaleureux défenseur. Je ne veux rien ajouter à ses paroles, alors cependant que j'aurais bien d'autres choses à dire sur la conduite de l'administration dans cette affaire. Je ne dirais pas que dans ces débats, on en était à se demander quel était l'accusateur ou l'accusé. Le bon goût et les convenances imposent en pareil cas à un défenseur l'obligation de se taire et de ne pas se transformer en accusateur.

Après un court résumé de M. Dupuy, qui n'est qu'un nouveau plaidoyer en faveur de M. Magu, les jurés entrent en délibération et après le temps justement nécessaire pour écrire non sur toutes les questions, ils reviennent en audience pour déclarer l'accusé non coupable à l'unanimité.

M. le président: Vous n'auriez pas dû faire connaître que vous aviez été unanimes, la loi s'y oppose; cependant nous comprenons le sentiment qui vous a fait agir en cette circonstance, nous ne saurions le blâmer.

La Cour prononce l'acquiescement de M. Magu.

COUR D'ASSISES DE L'ISERE (Grenoble).

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENCE DE M. MARION. — Audience du 23 novembre 1835.

LE DAUPHINOIS. — Délit de la presse.

Le journal le Dauphinois était révenu d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement du Roi, à l'occasion d'un article sur l'arrêté prononcé par la Cour des pairs contre les défenseurs des accusés d'avril.

La cause fut appelée à la session du mois d'août dernier; mais sur la demande de M. Crépu, elle fut renvoyée à la session suivante. Depuis cette époque, et après la promulgation des lois du 9 septembre, le Dauphinois a cessé de paraître.

M. Crépu est à la barre, assisté de M^e Raymond, son défenseur. Il déclare s'appeler Alexandre Crépu, être âgé de 32 ans.

M. le président: Vous reconnaissez-vous l'auteur de l'article incriminé?

M. Crépu: Je n'en suis pas l'auteur, mais j'en accepte toute la responsabilité.

M^e Farconnet, avocat, qui est assis en robe, à côté de M. Crépu, s'est en effet déclaré l'auteur de l'article, dans une lettre adressée à M. le procureur-général; mais il n'a été l'objet d'aucune poursuite.

M. de Boissieux, avocat-général, soutient la prévention. Il reconnaît que le procès a dû perdre de son importance depuis que le journal le Dauphinois a cessé de paraître. « Mais s'il y a délit, ajoute ce magistrat, il ne doit pas moins y avoir répression, car la justice ne change pas suivant les temps et les circonstances. »

M^e Raymond prend la parole et soutient d'abord que M. Crépu est absolument étranger à l'article incriminé, puisqu'il était absent lors de sa publication. Il demande pourquoi le ministère public n'a pas poursuivi l'auteur de l'article. Arrivant ensuite à la justification de l'article en lui-même, M^e Raymond rend compte des circonstances au sein desquelles il a paru; il parle des événements de Lyon, du faubourg de Vaise, des massacres de la rue Transnonain, des embriaguements d'ouvriers.....

M. l'avocat-général, interrompant: Tout cela n'est pas le procès, et nous ne pouvons souffrir plus long-temps que vous veniez renouveler à l'audience le délit pour lequel vous êtes poursuivi.

M^e Raymond: C'est tout le procès, au contraire; et puisque vous accusez, vous devez au moins nous laisser la liberté de nous défendre; vous m'entendez...

M. l'avocat-général: C'est déjà trop, et nous requérons au besoin....

M^e Raymond: Vous requerez ce qu'il vous plaira, mais vous m'entendez...

M. le président: Défenseur, je vous engage à rester dans votre cause, et à ne pas sortir des bornes de la modération, qui vous est habituelle.

M^e Raymond continue sa plaidoirie et termine en citant les extraits de plusieurs journaux, qui n'ont pas été poursuivis et qui pourtant sont plus virulents que l'article du Dauphinois.

Après des répliques fort vives et une délibération de quelques minutes, le jury a rendu une déclaration négative, et M. Crépu a été acquitté.

Le Rédacteur en chef, gérant, DARMAING.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. (Loi du 31 mars 1833.)

ÉTUDE DE M^e VENANT, AGRÉÉ, Au Tribunal de commerce, de la Seine, rue des Jeûneurs, 1 bis.

D'un acte sous seings privés fait double à Paris le 5 décembre 1835, enregistré Entre

Les sieurs BRICE-CÉSAR MAUPETIT, commissionnaire, demeurant à Paris, rue de Cléry, 32, et CHARLES-FRÉDÉRIC STEIGER de Hérissau (Suisse), commissionnaire, demeurant à Paris, rue de Cléry, 34.

Appert: Une société en nom collectif a été établie entre les sus-nommés à Paris, rue de Cléry, 32, sous la raison et avec la signature sociale CÉSAR MAUPETIT et FRÉDÉRIC STEIGER, pour la commission et la vente en entrepôt des marchandises consignées, pendant cinq années deux mois consécutifs, qui ont commencé le 1^{er} novembre 1835 pour finir le 31 décembre 1840.

La signature sociale ne sera employée par les deux associés gérants tous deux que pour la correspondance, l'achat des factures et la prise des commissions seulement, sans que jamais la société puisse assumer aucune responsabilité pour ventes

ou achats, ou compte d'amis. Les affaires étant purement d'industrie, sans engagement pécuniaire, à la charge sociale, sans émission, ou création de billets ou traites. Pour extrait.

VENANT.

D'un acte passé devant M^e Lehon et son collègue, notaires à Paris, le 1^{er} décembre 1835, enregistré, et fait:

Entre M. PIERRE-HIPPOLYTE-JOSEPH THIEBAUT propriétaire, demeurant à la Gare, commune d'Ivry-sur-Seine, arrondissement de Sceaux (Seine); Et M. LOUIS-AUGUSTIN-FRANÇOIS CAUCHOIS-LEMAIRE, homme de lettres, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, 32.

Il appert: Que la société en nom collectif formée entre MM. THIEBAUT et CAUCHOIS-LEMAIRE, par acte passé devant M^e D'Anne, notaire à Gentilly près Paris, qui en a gardé minute, en présence de témoins, le 21 janvier 1834, enregistré, pour la publication du journal le Bon Sens, journal hebdomadaire, est demeurée dissoute à partir du 24 octobre 1835.

Que M. CAUCHOIS-LEMAIRE a cessé, à partir du même jour, ses fonctions de

gérant et rédacteur en chef du journal, et celles d'administrateur de la société; Et que M. THIEBAUT est demeuré seul chargé, vis-à-vis des tiers, de la liquidation de ladite société. Pour extrait.

Signé LEHON.

Une médaille a été accordée à M. BILLIARD.

MAUX DE DENTS

La Créosote-Billiard enlève à l'instant, et pour toujours, la douleur la plus vive, guérit la carie des dents et s'emploie sans aucun danger. Chez Billiard, pharmacien, rue St-Jacques-la-Boucherie, 28, près la place du Châtelet, 2 fr. le flacon avec l'instruction. Dépôts, à Paris, aux Pharmacies, rue Caumartin, 45; Delondre, place St-Michel, 18; Regnaud, en face le poste de la Banque; Dublanc, rue du Temple, 139; Miquelart, rue des Pétits-Augustins, 18.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS. du jeudi 10 décembre. heures MATHEURIN, m^e maçon. Vérification. 11

COURNAND, chef d'institution. Clôture. 12 DUPONT, anc. restaurateur. Syndicat. 2 VACHEZ-MOREAU, md bonnetier. Concord. 2 Dame DAVILA, fab. de tissus de soie. Id. 2 SARGIRON, dit Lamarche, fab. de bret. Vér. 3

du vendredi 11 décembre.

COURAJOD, négociant. Syndicat. 9 GUÉRARD, négociant. Clôture. 12 DENIS, ébéniste. Remise à huitaine. 12

CLOTURE DES AFFIRMATIONS.

décembre. heures. GALLAND, ancien négociant, le 12 2 FONTEIX, md depeaux de lapins, le 14 2 MILLOT, md papetier, le 15 11 SUBERT, négociant, le 15 3 LANGLOIS seul et LANGLOIS et C^e (Théâtre des Nouveautés), le 16 1

CONCORDATS, DIVIDENDES.

BOULOGNE, charbon-serrurier, à Paris, rue de Charonne, 76. — Concordat, 1^{er} octobre 1835. — Dividende, 10^e en 4 ans, par 1/4, du jour du concordat. — Homologation, 24 novembre. RONGE, md de vins, en détail, à Paris, rue du Petit-Carreau, 2. — Concordat, 3 octobre 1835. — Dividende, 10^e en 3 ans, par 1/3, fin novembre suivant, 3^e au 1^{er} février, 1836 et 16 octobre 1835. MARCEIN, limonadier, à Paris, r. de Pontbieu,

21. — Concordat, 3 octobre 1835. — Dividende, 20^e par 1/4, d'année en année, du jour du concordat.

Dame V^e FEVRE, restaurateur, à Paris, place du Châtelet. — Concordat, 8 octobre 1835. — Dividende: 25^e en 3 ans; savoir: 5^e dans un an, 5^e dans 2 ans; 10^e dans 3 ans et 5^e dans 4 ans du jour du concordat. — Homologation, 5 novembre 1835.

MASSIEU, herbieriste, à Paris, rue Taranne, 21. — Concordat, 15 octobre 1835. — Dividende: 25^e en 5 ans, par 5^e du jour du concordat.

BOURSE DU 9 DÉCEMBRE.

Table with columns: A TERME, 1^{er} c., pl. ht., pl. bas. Rows include 5^e comp., Fin courant, E. 1831 compt., Fin courant, E. 1832 compt., Fin courant, 3^e comp. (c. d.), Fin courant, E. de Nap. compt., Fin courant, E. p. d'Esp. ct., Fin courant.

IMPRIMERIE DE Pihan-Delaforest (MORINVALE), rue des Bons-Enfants, 34

Enregistré à Paris, le Reçu un franc dix centimes.

Vu par le maire du 4^e arrondissement, pour légalisation de la signature Pihan-Delaforest